

CONSULTATIONS SUR L'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION:

Le Président Tebboune reçoit une délégation de l'ONM

P. 24

PRÉSIDENTE

Noureddine Bardad Daidj nommé directeur de Cabinet de la Présidence de la République

P. 24

DIPLOMATIE

M. Boukadoum s'entretient au téléphone avec ses homologues américain et chinois

P. 24

INVESTISSEMENT DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Appel pour un environnement stimulant

Le Salon des équipements automobiles "Equip-Auto 2020", qui tient sa 14^e édition à la Safex jusqu'à demain, a été l'occasion pour les professionnels de la sous-traitance de l'industrie automobile de lancer un appel à la mise en place d'un cadre d'investissement apte à encourager l'intégration nationale et à contribuer à l'émergence d'une industrie mécanique nationale. Ils appellent, notamment à une levée des entraves bureaucratiques et à la mise en place d'un système financier partenaire de l'investisseur. Ils ont par ailleurs favorablement accueilli la mesure gouvernementale visant à imposer un taux d'intégration de la production nationale à 30%

P. 3

DKnews



LÉGISLATION DU TRAVAIL

"Le texte modifiant la loi sur le placement des travailleurs accélérera le traitement des offres d'emploi"

P. 3

OPEP - CORONAVIRUS

M. Arkab : "L'Opep+ examinera une nouvelle réduction "substantielle" de la production pétrolière"

P. 7

BANQUE

La Banque d'Algérie détecte des "pratiques frauduleuses" dans deux agences de la BADR

P. 6

SANTÉ

MINCEUR : Tout ce qu'il faut savoir sur la faim

P.p 12-13

FOOTBALL

COUPE ARABE DES NATIONS (U-20) FINALE :

L'arbitre-assistant algérien Abbès Akram Zerhouni retenu pour Tunisie-Sénégal

P. 21



CINÉMA

"Le film consacré à la vie du chahid Larbi Ben M'hidi en phase de finalisation"

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

13 casemates pour terroristes et 7 bombes artisanales détruites

P. 2

MÉTÉO - BMS

Des vents forts sur plusieurs wilayas du Nord à partir de ce soir



Des vents forts soufflent, parfois en rafales, sur plusieurs wilayas du Nord du pays depuis hier soir, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Ces vents toucheront dans un premier temps les wilayas de Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Mila, Constantine, Guelma et Souk Ahras, d'hier soir jusqu'à ce matin. Ils balayent par la suite les wilayas de Djelfa, M'sila, Biskra, Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela et Tébessa depuis hier soir jusqu'à cet après-midi, précise la même source.

La vitesse du vent sera de 60/70 km/h avec des rafales atteignant ou dépassant 80 km/h, précise la même source.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le président de l'assemblée populaire communale de Tamsa (M'sila) placé sous contrôle judiciaire

Le juge d'instruction près le tribunal de Magra (M'sila) a ordonné, lundi le placement sous contrôle judiciaire de l'actuel président de l'assemblée populaire communale de Tamsa pour une affaire liée à la corruption, a-t-on appris hier d'une source judiciaire.

La même source a précisé que le concerné est poursuivi en justice pour une affaire de faux et usage de faux pour manipulation de la décision d'octroi d'un terrain localisé dans sa commune pour un particulier.

Le juge d'instruction près le tribunal de Magra a entendu le concerné pendant plusieurs heures avant de décider son emplacement sous contrôle judiciaire, a-t-on expliqué.

De son côté, le wali de M'sila, Hadj Elaardja a décidé lundi la suspension provisoire des présidents des assemblées populaires communales de Beni Yelmane et de Sidi Ameur.

La suspension provisoire concerne également 4 autres membres de l'assemblée populaire communale de Sidi Ameur en raison de poursuites judiciaires, a-t-on appris des services de la wilaya de M'sila.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Blida : un mort et 7 blessés dans un accident sur l'autoroute selon la Protection civile

Une personne est décédée et sept autres ont été blessées dans un accident survenu, dans la nuit de lundi à mardi, sur l'autoroute de Beni Merad en direction de l'Oued El Alleugue (nord de Blida), a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya. Selon la même source, l'unité de la protection civile du secteur de la commune de Beni Merad, soutenue par l'unité principale de Blida, sont intervenues pour un accident sur l'autoroute, représenté par une collision entre un camion remorque et deux véhicules, ayant causé la mort d'une personne, en plus de blessures plus ou moins graves à sept autres.



L'opération, ayant mobilisé trois ambulances et deux camions anti-incendies, a permis l'évacuation des blessés vers le CHU Franz Fanon, au même titre que la dépouille de la victime vers la morgue du même hôpital.

Un camion anti-incendie a été, en outre, mobilisé sur l'autoroute, jusqu'à l'évacuation du camion accidenté et la reprise du trafic sur la voie auto routière concernée, a-t-on ajouté de même source.

PERSONNALITÉS - DÉCÈS

Décès de l'ancien ministre Yahia Guidoum



L'ancien ministre Yahia Guidoum est décédé hier à Alger à l'âge de 79 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille.

Natif de Constantine, Yahia Guidoum a occupé plusieurs postes de responsabilité, notamment celui de ministre de la Santé et de la Population de 1995 à 1999 et celui ministre de la Jeunesse et des Sports de 2005 à 2006.

Professeur en médecine, il était également chef de service orthopédie au CHU de Constantine.

Au plan politique, le défunt était membre dirigeant au sein du parti du Rassemblement national démocratique (RND).

Le défunt sera inhumé aujourd'hui à Constantine après la prière du Dohr.

PROGRAMME AADL 2013 À TIZI-OUZOU

Lancement de 3 projets au 2^e trimestre de 2020

Les travaux de réalisation de quelque 3 500 logements du programme de location-vente AADL 2013, sur les 7 474 non lancés au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, seront "entamés durant le 2^e trimestre de l'année en cours", a-t-on appris mardi du directeur local du logement, Habib Arkoub.



La décision, a-t-il indiqué, "a été prise début de cette semaine lors d'une réunion ayant regroupé le directeur régional de l'AADL avec la direction du logement et des représentants des souscripteurs à ce programme, répartis sur les 1 854 du site d'Imlil à Azazga et du pôle d'excellence à Tizi-Ouzou, les 639 de Tamda et les 551 de Draa El Mizan".

Le lancement du reste des chantiers de ce programme de 7 474, interviendra, a-t-il ajouté, "d'ici la fin de l'année en cours" soulignant que pour les 2 300 logements de la commune de Bouzguène, "une demande a été adressée au Premier ministre pour un décret de déclassement d'utilité publique de l'assiette foncière".

Les souscripteurs à ce programme ont organisé mardi un rassemblement devant la cité administrative réclament "le lancement de l'ensemble des projets AADL inscrits et qui totalisent 7 474 logements, non encore lancés à ce jour", a indiqué un de leurs représentants, Charef Abdesslam, à l'APS.

Les souscripteurs qui s'inquiètent du sort réservé à leurs demandes entendent, par cette action, "interpeller les autorités locales, en premier lieu le chef de l'exécutif, sur l'impératif de lancer ces programmes "précisant que "60% d'entre eux n'ont pas encore effectué l'opération de choix du site alors même qu'ils ont déjà payé la première tranche du prix du logement", a ajouté M. Charef.

Reçu par le chef du cabinet du wali, le directeur local du logement et celui de l'antenne AADL, ils ont insisté à rencontrer le premier responsable de la wilaya pour lui exprimer leurs doléances.

La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié au total de 15 600 logements AADL sur les deux programmes, AADL 1 et 2 (2013).

Plusieurs d'entre eux connaissent des contraintes liées soit à la disponibilité de l'assiette foncière ou à des oppositions de citoyens.

RESSOURCES MINIÈRES

Tlemcen : découverte d'un site de marbre noir "rare" à Honaine

Un site de marbre noir "rare" a été découvert dans la commune de Honaine (60 km au nord de la wilaya de Tlemcen), a-t-on appris hier du président de l'APC de Honaine. Le site a été découvert près du village de Sidi Mohamed, par l'entreprise nationale du marbre, et qui comprend l'un des types "rares" de marbre de couleur noire avec des lignes blanches, dont la qualité est célèbre en Italie, a indiqué à l'APS Bouazza Miloud, relevant que "l'Algérie importait cette matière en devises de ce pays européen".

Il a ajouté que ce nouveau site permettra de renforcer le parc d'exploitation du marbre dans la région, qui dispose également de deux sites de marbre sur les hauteurs des monts "Tazra" (commune de Honaine), assurant ainsi l'approvisionnement de 46 wilayas du pays de produits de gravaux de marbre et de marbre moulu.

La site de marbre noir permettra l'approvisionnement de nombreuses régions du pays, ainsi que de réduire la facture d'importation de ce produit de l'étranger, a-t-on conclu.

MASCARA

Remise en fonction prochaine de l'aérodrome de Ghriiss

La réexploitation de l'aérodrome de Ghriiss (Mascara) à raison de deux vols par semaine desservis par la compagnie "Tassili Airlines" à destination et en provenance d'Alger, est prévue à partir du 26 mars 2020, a-t-on appris du directeur des Transports de la wilaya, Dilmi Abdelkader.

Le responsable a indiqué que "Tassili Airlines" a programmé deux vols en aller et retour par semaine entre l'aérodrome de Ghriiss et l'aéroport "Houari Boumediene" d'Alger samedi et jeudi, en attendant l'évaluation des demandes des voyageurs pour augmenter le nombre de vols.

Les derniers vols de transport de voyageurs enregistrés par l'aérodrome de Ghriiss ont été effectués en 2013 par "Air Algérie" via la ligne Mascara-Tiaret-Alger, cependant ils ont été suspendus en raison de la faible demande.

Il a fait savoir que l'aéroport de Ghriiss, qui dispose d'une piste de 1.700 mètres, a fait l'objet de plusieurs travaux de réhabilitation pour le rendre prêt à la reprise de l'activité.

Une étude est en cours actuellement pour l'exploiter comme une base logistique au service des opérateurs pour l'exportation de fruits et légumes.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

13 casemates pour terroristes et sept bombes artisanales détruites à Batna et Médéa (MDN)

Au total, 13 casemates pour terroristes et sept bombes de confection artisanale ont été détruites lors d'opérations de fouille, recherche et de ratissage menée par l'Armée nationale populaire (ANP) dans la localité de Djebel Ahmar Khaddou, commune d'Arris, wilaya de Batna et dans la localité d'Oued Aiouedj, wilaya de Médéa, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage menée dans la localité de Djebel Ahmar Khaddou, commune d'Arris, wilaya de Batna/5eRM, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 02 mars 2020, douze (12) casemates pour terroristes contenant des denrées alimentaires et des effets de couchage, ainsi que six (06) bombes de confection artisanale, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit une (01) casemate pour terroristes et une (01) bombe de confection artisanale, et ce, lors de l'opération de fouille et de recherche toujours en cours dans la localité de Oued Aiouedj, wilaya de Médéa/1èreRM", a précisé le MDN.

A Tamanrasset (6eRM), (15) individus ont été interceptés par des détachements de l'ANP qui ont également saisi, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, "(03) groupes électrogènes, (03) marteaux piqueurs, un (01) détecteur de métaux, ainsi que deux (02) véhicules tout-terrain et un (01) fusil de chasse", a-t-on ajouté. Selon la même source, "des éléments de la Gendarmerie nationale ont découvert à Mehalla, wilaya d'Alger/1eRM, deux (02) pistolets automatiques, deux (02) grenades et (579) balles de différents calibres".

Par ailleurs, un détachement combiné de l'ANP a "appréhendé, à Rélizane/2eRM, un (01) narcotraffiquant et saisi (3,3) kilogrammes de kif traité et un (01) véhicule touristique", tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont "arrêté trois (03) narcotraffiquants en possession de (570) comprimés psychotropes à Biskra/4e RM".

PARLEMENT

«Le texte modifiant la loi sur le placement des travailleurs accélérera le traitement des offres d'emploi»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Ahmed Chawki Acheuk Youcef, a indiqué hier à Alger que le projet de loi modifiant et complétant la loi 04-19 du 25 décembre 2004 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi introduira davantage de flexibilité et accélérera le traitement des offres d'emploi.

Le projet de loi modifiant et complétant la loi 04-19 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi "confèrera davantage de flexibilité et accélérera le traitement des offres d'emploi tout en permettant aux employeurs et aux demandeurs d'emploi de bénéficier d'un service à même de booster le développement et de créer de la richesse", a précisé le ministre qui présentait le texte devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière, présidée par le président de l'institution par intérim, Salah Goudjil, et en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

L'amendement prévu dans le texte vise à "ramener le délai de traitement des offres d'emploi à 5 jours maximum contre 21 actuellement", a-t-il expliqué.

Ce projet de loi tend à "introduire des procédures visant à adapter le cadre juridique et réglementaire relatif au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi aux développements que connaît le marché du travail, à travers l'allègement des procédures en vigueur en matière de recrutement et de



placement", a ajouté le ministre.

Soulignant que l'amélioration et la modernisation de la gestion du marché du travail comptaient parmi les principaux axes du plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage, le premier responsable du secteur a estimé que la modernisation des organismes régissant le marché du travail était une condition sine qua non pour renforcer l'efficacité du système de médiation sur ce marché.

M. Acheuk Youcef a rappelé, dans ce contexte, le décret exécutif 06-77 du 18 février 2006 fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) qui a permis "d'introduire des changements en profondeur dans le fonctionnement de

celle-ci, notamment après la mise en œuvre du plan de modernisation".

Le plan en question a également permis "la mise en place d'un nouveau système d'information, d'élaborer une nomenclature algérienne des métiers, d'instaurer de nouvelles règles et d'adopter de nouvelles méthodes de travail, en sus de doter l'Agence en équipements et de valoriser les ressources humaines, à travers un vaste programme de formation et de recrutement", a-t-il poursuivi. Le traitement automatisé des offres d'emploi confèrera, dans un premier temps, davantage de transparence à l'étude des dossiers et réduira les délais de réponse et de placement en fonction des compétences recherchées par les employeurs, a souligné M. Acheuk Youcef. Il a ajouté, en outre, que le ministre œuvrait à lancer, par le biais de l'ANEM, des services à distance au profit des employeurs et des demandeurs d'emploi, et ce

en plus du service d'inscription à distance déjà disponible, dans le but de rapprocher le service public du citoyen et de l'améliorer.

Dans son rapport préliminaire, la commission de la Santé, des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité nationale au Conseil de la nation a précisé que cette loi vise à "adapter l'emploi aux développements enregistrés sur le marché de l'emploi pour améliorer la qualité des prestations qu'assurent les structures chargées de la médiation dans ce domaine.

Saluant ce projet de loi, les membres de la commission ont été unanimes à souligner que les amendements introduits sont "importants" et répondent aux aspirations des citoyens et des jeunes, particulièrement dans le domaine de l'emploi, en adoptant de nouvelles approches qui s'adaptent aux changements enregistrés sur le marché de l'emploi.

Adopter des mécanismes de souplesse et de modernisation dans le domaine de l'emploi permettra de réaliser la justice sociale et l'équilibre dans les relations de travail et de garantir les droits élémentaires des citoyens dans ce domaine, ont-ils ajouté. Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté à la majorité ce projet de loi en décembre dernier.

LOGEMENT

Le ministère de l'Intérieur explique les nouvelles mesures concernant l'habitat, les bidonvilles et les zones d'ombre

Le secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a animé lundi à Alger, une rencontre consacrée à l'explication du fonctionnement des "nouvelles applications informatiques" destinées aux demandeurs de logement, aux bidonvilles et aux zones d'ombre à travers le pays, prévues dans le Plan d'action du gouvernement.

"Cette rencontre, suivie par les SG des wilayas et les chefs daïra par téléconférence, a porté sur le fonctionnement des nouvelles applications mises en place par le ministère en vue de la prise en charge de tous les aspects des trois axes à savoir, les demandeurs de logement, les bidonvilles et les zones d'ombre", a indiqué la wilaya d'Alger sur sa page Facebook.

Le premier dossier a été la présentation de l'application relative aux demandeurs de logement, qui vise à passer d'un fichier de demandes à un fichier de demandeurs de logement (un citoyen = une demande) à travers le recensement de l'ensemble des demandeurs, toutes formules confondues, et l'attribution d'un numéro d'identification national à chaque demandeur avec actualisation périodique des données conformément aux fichiers de référence remplis et actualisés régulièrement par les circonscriptions administratives et les daïras.

Le deuxième dossier a porté sur l'institution d'une application permettant le recensement de tous les bidonvilles à travers les différentes wilayas, outre les informations relatives à leurs habitants.

Concernant les zones d'ombre, une application a été élaborée sous forme de "tableau de bord" visant à un recensement global de toutes les zones d'ombre à travers l'ensemble des communes du pays et le diagnostic des lacunes et besoins urgents dans tous les aspects de la vie quotidienne du citoyen, à l'instar de l'éducation, l'enseignement, la santé, le transport, les catastrophes naturelles, l'aménagement urbain, l'éclairage public, les réseaux de raccordement etc., l'objectif étant d'inscrire un programme de projets urgents de développement au niveau de ces zones.

Cette rencontre a été marquée par l'intervention en direct des Secrétaires généraux des wilayas et chefs de daïras des différentes wilayas du pays, qui ont fait part de leurs observations au sujet de ces nouvelles applications.

Cette action intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'élaboration d'un fichier national des demandeurs de logement, au recensement et au lancement de procédures visant l'élimination des bidonvilles et des habitations anarchiques ainsi que le traitement des problèmes et lacunes enregistrés dans les zones d'ombre à travers les différentes régions du pays, classés en priorité dans le programme du gouvernement.

APN

Les députés votent contre la levée de l'immunité parlementaire du député Abdelkader Ouali

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont voté lundi, lors d'une séance à huis clos, contre la levée de l'immunité parlementaire du député Abdelkader Ouali, indique un communiqué de l'APN.

"Les députés de l'APN ont tranché, lundi, la question de levée de l'immunité parlementaire du député Abdelkader Ouali, en recourant au vote à bulletin secret lors d'une séance à huis clos, présidée par le vice-président de l'APN Salah Eddine Dekhili", précise

le communiqué. Concernant les résultats du vote "201 députés ont voté "non" contre 43 "oui" et 35 absents, avec 7 bulletins nuls.

Ainsi, les députés ont voté pour le maintien de l'immunité parlementaire du député Abdelkader Ouali, qui conservera ce droit reconvenu pour les députés conformément aux articles 109, 110 et 111 de la Constitution".

La Commission des affaires juridiques avait auditionné le député en question après expiration du délai qui lui avait été accordé à l'effet

de lui permettre de préparer un dossier pour se défendre contre les charges auxquelles il devait faire face". Dans son rapport établi à cet effet, la commission a affirmé que le député en question "a nié avoir violé le règlement en vigueur dans les affaires citées dans la demande de levée d'immunité parlementaire introduite, contre lui, par le ministre de la Justice, affirmant son attachement au travail dans les cadres juridiques sans dépasser les prérogatives de quelque partie que ce soit.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR- LÉGISLATION

Gestion universitaire: séparer le pédagogique de l'administratif

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems-Eddine Chitour a mis l'accent, lundi, sur l'impératif de séparer entre les deux aspects, pédagogique et administrative, dans la gestion de l'université algérienne, relevant, à ce propos, l'importance d'actualiser la charte d'éthique et de déontologie universitaires.

En réponse aux questions des membres du Conseil de la nation dans le cadre du débat sur le projet de loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique et de celui fixant les missions, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président par intérim du Sénat, le ministre a précisé que "la séparation entre le pédagogique de l'administratif s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des priorités fixées par le secteur pour le traitement des dysfonctionnements enregistrés en matière de gestion de l'université".

La réalité de l'université algérienne requiert la conjugaison des efforts de tous en vue de lui permettre de retrouver sa place et de s'acquitter de ses missions axiales pour une contribution efficace au développement de la société, à tous

les niveaux", a-t-il souligné. Soulignant également la nécessité "d'organiser les rangs de l'université et d'actualiser la charte d'éthique et de déontologie universitaires à l'effet d'imposer la discipline, de réhabiliter l'enseignant universitaire et de fournir les moyens adéquats à l'étudiant pour qu'il s'engage pleinement dans ses études en focalisant sur son niveau scientifique", il a mis en avant l'impératif de "maintenir l'université loin de la politique".

Le ministre a estimé, dans ce cadre, important de rechercher des solutions adéquates au manque de moyens en matière de gestion de l'université, notamment au vu des contraintes budgétaires qui ont impacté le niveau de la recherche scientifique", a-t-il dit.

Dans une réponse à une préoccupation sur le système "Licence-Master-Doctorat" (LMD), le ministre a indiqué que "son changement nécessite le principe de progressivité", plaidant pour la non précipitation dans cette question. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait présenté un exposé sur le projet de loi fixant les missions, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, dans lequel il a mis l'accent sur

la composition du Conseil et les missions qui lui sont confiées, notamment en ce qui concerne l'évaluation de la politique nationale de recherche scientifique et du développement technologique, la coordination des activités de recherche intersectorielle et la formulation de recommandations et avis visant à valoriser les conclusions de la recherche scientifique.

Pour leur part, les membres du Conseil de la nation ont salué la teneur de ce projet qu'ils ont qualifié "d'ambitieux", appelant, en même temps, à accélérer l'installation de ce Conseil à l'effet de booster la recherche scientifique pour l'ériger "en pilier essentiel" de l'édification de l'Algérie nouvelle.

De son côté, la Commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement scientifique et de la recherche scientifique et des affaires religieuses avait salué, dans son rapport, le contenu de ce projet qui s'inscrit dans le cadre de "l'attachement de l'Etat à promouvoir, développer et organiser le système de la recherche scientifique dans un cadre institutionnel à même de lui permettre d'accompagner le développement durable et de réaliser le bond, tant attendu, dans divers domaines".

JUSTICE

Affaires de montage automobile et financement occulte de la campagne électorale : le trésorier de la direction de campagne de Bouteflika, Haddad et Bairi auditionnés

Le trésorier de la direction de campagne de l'ancien président, les hommes d'affaires Mohamed Bairi et Ali Haddad, ainsi que d'anciens cadres du ministère de l'Industrie, ont été entendus hier par le président de la première chambre pénale de la Cour d'Alger au troisième jour du procès en appel dans les affaires de montage automobile et de financement occulte de la campagne électorale d'avril 2019.

Répondant aux questions du juge lors de cette audience, le trésorier de la direction de campagne de l'ancien Président, Ahmed Chaid a fait savoir que c'était le "frère de l'ancien président de la République Saïd Bouteflika qui l'avait chargé de collecter les fonds pour le financement de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2019, à travers l'ancien président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad".

Le même accusé a reconnu avoir collecté "un montant de 75 milliards DA", avant d'avouer qu'il avait signé les chèques pour le retrait des fonds. Pour sa part, l'homme d'affaires Mohamed Bairi a rejeté toutes les charges retenues contre lui, affirmant avoir "obtenu une parcelle de terrain à Boumerdes suite à une demande introduite en 2011".

Interrogé par le juge et le Procureur général, l'homme d'affaires Ali Haddad a, lui aussi, rejeté les charges pour lesquelles il est poursuivi, reconnaissant toutefois avoir "déposer au niveau du siège de la direction de campagne de Bouteflika à Hydra, un chèque libellé au nom de l'homme d'affaires Ahmed Mazouz", ce dernier ayant "refusé de se déplacer en personne au siège de la direction".

À la question de savoir pourquoi avoir déposé les fonds de la direction de campagne de l'ancien Président au siège de son entreprise à Dar El Beïda (Alger Est), Ali Haddad dira "je l'ai fait à la demande de Saïd Bouteflika pour des raisons sécuritaires".

Dans la même affaire, les anciens cadres au ministère de l'Industrie ont rejeté, tous, les charges retenues contre eux.

Lors du deuxième jour du procès, le président de la chambre pénale avait auditionné l'ancien ministre de l'Industrie, Mahdjoub Bedda, les hommes d'affaires Hassan Larbaoui, Mazouz Ahmed et Fares Sellal, qui ont rejeté les accusations retenues contre eux. Pour sa part, l'ancienne wali de Boumerdes, Nouria Yamina Zerhouni, entendue le même jour, a rejeté les accusations relatives à l'octroi de terres et d'avantages indus et à la conclusion de contrats en violation de la législation.

L'ancien ministre des Transport et des Travaux publics, Abdelghani Zaalane a affirmé avoir rejoint le siège de la permanence "le 5 mars 2019" et était resté jusqu'au 11 mars, "date à laquelle M. Bouteflika avait renoncé à la candidature". Affirmant n'avoir pas participé au financement de la campagne électorale, il a reconnu néanmoins avoir consulté la liste des personnes impliquées dans le financement de la campagne.

GENDARMERIE NATIONALE Le Général Arar installe le nouveau commandant régional à Ouargla

Le Commandant de la Gendarmerie nationale (GN), le Général Abderrahmane Arar a présidé lundi la cérémonie d'installation du colonel Abdelhafid Abid dans ses nouvelles fonctions de commandant régional de la GN à Ouargla en remplacement du Général Abdelkrim Remli, a indiqué un communiqué de la GN.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du 4^e commandement régional de la GN en présence des autorités militaires. Le nouveau commandant régional jouit, selon la même source, d'"une expérience professionnelle avérée acquise à la faveur des différents postes de responsabilité qu'il a assumés avec brio, une expérience qui lui permet de s'acquitter pleinement de ses missions, d'autant qu'il est connu pour ses qualités de meneur d'hommes, à même de lui permettre de consacrer la complémentarité avec les différents acteurs en vue d'offrir un service public de qualité devant préserver la sécurité des citoyens et de leurs biens à travers la mobilisation des unités de la GN déployées au niveau du 4^e commandement régional de la GN à Ouargla", souligne le communiqué. À cette occasion, M. Arar a affiché sa "pleine disponibilité pour soutenir le nouveau commandant régional", donnant des instructions aux éléments des unités relevant du 4^e commandement régional de la GN à Ouargla à l'effet de lui apporter aide et assistance pour l'accomplissement de ses missions.

Dans ce sens, le Commandant de la GN a instruit les chefs d'unités à l'effet de "redoubler d'efforts afin d'éradiquer la criminalité sous toutes ses formes", insistant sur "la consolidation des relations de confiance avec les différentes franges de la société, d'autant que le citoyen constitue un véritable partenaire quant à la garantie de sa sécurité et la préservation de l'intégrité territoriale de la patrie, mais aussi des biens publics et privés et ce, dans le cadre du respect ferme des lois et, tout en s'imprégnant des hautes valeurs militaires".

APS

MOUDJAHIDINE

«Les dossiers lourds du ministère des Moudjahidine et Ayants droit inclus dans le programme du gouvernement»

Le ministre des Moudjahidine et ayants droit Tayeb Zitouni a indiqué lundi à Oum El Bouaghi que "les dossiers lourds" relevant de son secteur "ont été inclus dans le programme du gouvernement".

"Les dossiers lourds comme les crânes des martyrs de la résistance populaire, les archives, les disparus durant la période coloniale et les essais nucléaires français dans le Sud du pays sont inscrits au programme du Gouvernement", a déclaré à l'APS le ministre à l'entame de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya.

Ces dossiers inscrits au plan d'action du Gouvernement, a-t-il souligné, "constituent la feuille de route du ministère des Moudjahidine et Ayants droit".

Le ministre des Moudjahidine a entamé sa visite à Oum El Bouaghi en assistant à une cérémonie de distribution de huit ambulances au profit de plusieurs établissements



hospitaliers de la wilaya, avant de se diriger vers la commune d'Ain Zitoun, à 35 km à l'Ouest du chef lieu de wilaya où il s'est enquis de l'état du cimetière des Chouhada qui avait fait l'objet d'une opération de restauration (entretien de 50 tombes et réhabilitation des stèles

commémoratives) pour un budget de plus de 3 millions DA. Auparavant, M. Zitouni s'était rendu au domicile du moudjahid et membre de l'Armée de libération national (ALN), Rabah Houari, pour lui rendre hommage. Le ministre des Moudjahidine et Ayants

droit devra poursuivre sa visite mardi et procédera à l'ouverture des travaux du deuxième séminaire international "Mohamed Larbi Ben M'hidi 1923-1957 : parcours d'un héros" à l'occasion de la commémoration du 63^e anniversaire de la mort du martyr-symbole.

ALGÉRIE-ITALIE

Organisation d'un forum d'affaires algéro-italien dans les prochains mois

Le ministre de l'Industrie et des mines, Ferhat Aït Ali Braham et le Secrétaire d'Etat auprès du ministre Italien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Manlio Di Stefano, ont convenu lundi à Alger, d'organiser un forum d'affaires algéro-italien dans les prochains mois, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie et des mines.

Ce forum permettra "d'identifier les secteurs et les créneaux, principalement hors hydrocarbures, qui peuvent susciter l'intérêt des entreprises algériennes et italiennes", a précisé la même source.

Cette décision a été prise lors d'une rencontre entre les deux responsables, tenue au siège du ministère.

La rencontre a été également une occasion pour les deux parties d'examiner les relations économiques algéro-italiennes notamment dans son volet industriel dans l'objectif de donner "un nouveau souffle" à ces relations.

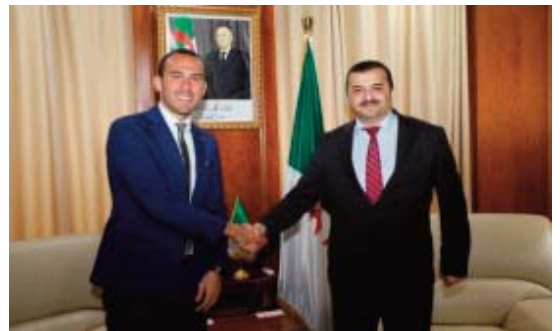
Les deux responsables ont affirmé leur volonté commune de renforcer la coopération bilatérale et de créer des projets de partenariats dans différentes filières industrielles mais les industries agro-alimentaires et les énergies renouvelables.

À cet effet, le M. Di Stefano a exprimé l'intérêt des entreprises de son pays à s'installer et investir en Algérie.

De son côté, le ministre de l'Industrie s'est dit favorable à tout projet de partenariat conformément aux nouvelles dispositions du code de l'investissement, actuellement en cours d'actualisation.

Cité par le communiqué, M. Di Stefano a souligné dans une déclaration à la presse à la fin de la rencontre, les liens historiques entre les deux pays et la volonté de l'Italie à se projeter vers un avenir commun basé sur la complémentarité des économies des deux pays.

"Notre mission en Algérie a pour objectif de tracer un nouveau parcours commun avec la volonté de relancer l'économie du pays", a-t-il déclaré. Pour sa part, M. Aït Ali a



dit avoir évoqué avec la partie italienne la possibilité de relancer l'économie nationale avec le soutien et l'aide des entreprises italiennes.

Pour rappel, M. Di Stefano avait entamé, dimanche, une visite de travail de trois jours en Algérie dans le cadre du développement des relations bilatérales.

La coopération énergétique algéro-italienne au menu

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a reçu lundi le secrétaire d'Etat Italien auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Manlio Di Stefano avec qui il a évoqué la coopération bilatérale dans le secteur de l'énergie, a indiqué un communiqué du ministère.

Les deux parties ont passé en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, qualifiées d'"historiques et d'excellentes", et les perspectives de leur renforcement davantage.

À cet effet, M. Arkab, qui a exprimé sa satisfaction des relations de coopération entre les entreprises des deux pays, a présenté les axes stratégiques du plan d'action du gouvernement dans le secteur de l'énergie et qui portent, notamment, sur la transition énergétique basée sur les énergies vertes qui crée de la richesse et de la croissance et préserve l'environnement et le développement des hydrocar-

bures à travers l'augmentation de l'effort d'exploration, lit-on dans le communiqué.

Il a relevé, à cet égard, que la nouvelle loi sur les hydrocarbures offre des opportunités importantes d'investissement et de partenariat à travers sa flexibilité en matière fiscale et contractuelle avec 04 types de contrats, précise la même source.

Le ministre a insisté aussi sur le développement de la transformation des hydrocarbures par l'industrie de la pétrochimie qui constitue un axe très stratégique dans le programme du secteur, l'industrialisation des équipements de réseaux électriques et le développement et la formation de la ressource humaine.

À cette occasion M. Arkab a invité les entreprises italiennes à investir davantage dans ces domaines et créer des partenariats avec des entreprises algériennes mutuellement bénéfiques avec un transfert du savoir-faire et de la technologie.

Pour sa part, le Secrétaire d'Etat italien, s'est dit "très satisfait" des relations historiques liant les deux pays, et a exprimé le grand intérêt des entreprises italiennes à continuer à investir en Algérie dans les domaines des hydrocarbures et des énergies renouvelables, à développer des projets concrets et à faire bénéficier les entreprises algériennes de l'expérience italienne dans ces domaines, a conclu le communiqué.

BATNA : La gestion du complexe culturel de Fesdis confiée à la maison de la culture

La gestion du complexe culturel de Fesdis dans la wilaya de Batna a été confiée à l'annexe de la maison de la culture Mohamed -Laid El Khalifa, a-t-on appris lundi du directeur local du secteur, Amar Kebour.

"Toutes les mesures juridiques et administratives ont été prises en ce sens par les instances concernées et ce conformément à la décision prise par le ministère de la Culture", a précisé à l'APS le même responsable.

Cette initiative constitue "la solution idoine" pour exploiter de la meilleure façon possible cette importante infrastructure culturelle, dont la décision de création n'a pas encore été établie malgré sa livraison fin 2018, selon la même source.

A la faveur de ce transfert de gestion entré en vigueur en début d'année, le public tire profit de tous les espaces de ce complexe culturel dont l'exploitation, se limitait jusqu'alors uniquement à la salle de lecture pour les élèves



des établissements scolaires avoisinant, a ajouté le directeur de la culture.

Il a par ailleurs expliqué que le complexe culturel de Fesdis comprend une bibliothèque, une salle de lecture,

une grande salle de conférence, un espace d'exposition, un coin internet et 15 ateliers équipés. Conformément à la politique de redéploiement des employés du secteur de la Culture local, le complexe

culturel de Fesdis a été renforcé pour la gestion par des cadres de la direction et de la maison de la culture en plus de quelques bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi, a-t-on souligné.

BOUIRA : 84 opérations pour renforcer le réseau électrique en prévision de la période estivale 2020

Au total, 84 opérations seront lancées prochainement pour renforcer le réseau électrique à Bouira, et ce en prévision de la période estivale et afin de faire face à la demande croissante en matière de consommation de cette énergie, a indiqué lundi la direction locale de distribution.

"Quatre-vingt quatre (84) opérations de réhabilitation du réseau électrique sont prévues pour l'été 2020", a indiqué à l'APS la chargée de la communication de la direction de distribution, Mlle Ouidad Benyoucef.

Selon les détails fournis par la même responsable, une enveloppe financière de plus de 1,8 milliard DA a été allouée pour la réalisation de ces projets.

La direction de distribution de l'élec-

tricité et du gaz a mobilisé tous les moyens humains et matériels afin de booster le rythme des travaux de réalisation.

"Ces projets ont pour objectif de répondre dans les meilleures conditions à la demande en énergie électrique qui connaît une croissance importante en été, période de forte chaleur", a souligné Mlle Benyoucef. La wilaya de Bouira est dotée de 2.800 postes transformateurs sur tout son territoire.

Les services locaux du secteur prévoient de les renforcer via la réalisation de 70 postes supplémentaires pour renforcer le réseau de l'électricité en été 2020. "Vingt-six (26) postes transformateurs sont déjà réalisés et mis en service dans une première étape avec un taux

de réalisation actuel de 37,14 %, a précisé la même responsable.

A cette occasion, Mlle Benyoucef n'a pas omis de louer les efforts consentis par les autorités locales de la wilaya pour l'octroi d'assiette foncière afin d'abriter et d'implanter ces postes transformateurs, ainsi que pour la levée de 05 oppositions des propriétaires terriens pour le passage des lignes électriques au niveau de Thauririth, Ahnif, Ath Laqsar, Bechloul, Sour El Ghozlane et Lakhdaria.

Par ailleurs, la Direction de Distribution de Bouira a enregistré un taux d'évolution des ventes de 768 % à fin décembre 2019 pour satisfaire les besoins liés à la demande en matière d'énergie électrique de 201 210 clients.

ILLIZI : La nouvelle gare routière mise en service avant la fin de l'année

La nouvelle gare routière d'Illizi entrera en service avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris hier de la direction locale des Transports.

Le projet a atteint les 95% de réalisation et est actuellement en phase des aménagements extérieurs et de son raccordement à la route principale, a indiqué à l'APS le di-

recteur du secteur, Youcef Mehraoui.

Occupant une superficie de 3 hectares, la gare routière comprend, outre sa structure bâtie à deux niveaux, le premier pour l'accueil des passagers (guichets, cafétéria, fast-food, cybercafé et bureau postal) et l'étage supérieur pour l'administration, le parc

d'autobus et celui des taxis inter-wilayas, a-t-il précisé.

D'un investissement de 700 millions DA, le projet permettra d'améliorer et d'organiser le transport terrestre de voyageurs, vu l'état de l'actuel gare routière dépourvue des installations les plus simples assurant le confort des voyageurs. Au moins 26 dessertes

sont assurées quotidiennement vers différentes wilayas du pays. Des démarches sont en cours pour l'ouverture d'une ligne directe Illizi-Alger, pour épargner aux voyageurs la contrainte des changements de réservation d'une wilaya à une autre, selon le directeur des Transports.

MOSTAGANEM : Installation d'une commission de wilaya et de 10 brigades locales pour recenser les zones défavorisées

Une commission de wilaya et 10 brigades locales ont été installées pour recenser les zones défavorisées, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Cette commission œuvrera, selon la même source, à recenser les besoins en développement ayant un caractère prioritaire au niveau de ces zones, notamment ceux qui ont un impact direct avec l'amélioration des conditions de vie des populations. Des brigades techniques, formées au niveau des daïras, seront à pied d'œuvre pour faire un travail de collecte

des données sur la situation dans ces zones défavorisées, à travers notamment des indicateurs ayant un lien avec le raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et du gaz, l'état des routes, de la santé et de l'éducation, en plus d'autres paramètres comme le transport, la nutrition et l'éducation, a-t-on fait savoir.

Le recensement sur le terrain permettra de constituer une banque de données précise et exhaustive sur les différentes zones démunies au niveau des 32

communes de la wilaya et de définir les opérations à caractère prioritaire susceptibles d'être prises en charge localement. Les autorités locales avaient inspecté, jeudi dernier, plusieurs localités enclavées des communes des daïras de Achâacha et de Hassi Mamèche et pris des mesures d'urgence au profit des populations, notamment en ce qui concerne le branchement des foyers au gaz, l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves et la prise en charge sanitaire des malades, a-t-on indiqué.

GHARDAIA : 270 secouristes volontaires formés en 2019 (Protection civile)

Pas moins de 270 secouristes volontaires de proximité (SVP), dont 121 femmes, ont été formés aux premiers gestes de secours, de sauvetage et de prévention de risques dans la wilaya de Ghardaïa durant l'année écoulée 2019, selon un bilan annoncé hier par les services de la protection civile (PC).

Initiée par la direction générale de la protection civile depuis 2010, ce cycle de formation vise l'ancrage de la culture d'entraide et d'assistance aux personnes vulnérables chez le citoyen et de renforcer les capacités des secouristes en les initiant aux techniques d'intervention, de sauvetage et d'évacuation lors de catastrophes et autres accidents, a expliqué à l'APS le Lieutenant Lahcen Seddiki, chargé de la cellule de communication de la P.C.

Au total, 2.816 secouristes volontaires de proximité, dont 942 femmes, ont été formés et entraînés aux premiers secours, aux modes d'intervention lors de catastrophes naturelles et humaines, par des experts de la protection civile depuis 2010 dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-il fait savoir.

D'autre part, la direction de la PC de Ghardaïa a entamé également un cycle de formation d'équipes d'interventions spécialisées dans les cas de risques biologiques et d'épidémies, notamment le coronavirus, a ajouté le chargé de communication.

Dotés de tenues spécifiques et d'ambulances ainsi que de matériel aseptisé, ces équipes seront chargées d'évacuer les suspects contaminés par des virus ou autres microbes dangereux vers des centres hospitaliers de sorte à éviter toute propagation, a précisé M.Seddiki.

Deux équipes seront affectées en priorité vers les unités proches des deux aéroports de la wilaya (Ghardaïa et El-Menea) en vue de prendre en charge, en cas de nécessité, les passagers des avions.

Dans le cadre du programme de formation spécialisée et de mise à niveau des équipes la Protection Civile, la direction de Ghardaïa a lancé aussi une formation d'équipes cynotechniques pour faire face aux catastrophes naturelles, particulièrement les tremblements de terre, selon la même source.

Quelque 18.306 interventions ont été opérées par les services de la P.C en 2019 à travers la wilaya pour lutter contre les incendies, évacuer les blessés et prêter assistance aux personnes en danger, et ont concerné le secours de personnes en danger (11.742), des opérations diverses (4.490) et les incendies (1.190).

En matière d'accidents de circulation, 40 personnes ont trouvé la mort et 803 autres ont été blessées l'an dernier dans la wilaya de Ghardaïa, dans des accidents dus notamment au facteur humain, le non-respect des consignes de sécurité et du code de la route.

La couverture de risques dans la wilaya de Ghardaïa est assurée actuellement par 12 unités de P.C opérationnelles, tandis que deux autres sont en cours de finition à El-Atteuf et Chaabat El-Nichen et seront réceptionnées incessamment.

Une fois réceptionnées, ces nouvelles unités d'intervention, seront en mesure de décongestionner la pression sur les unités existantes, et permettre une couverture à hauteur de plus de 96% à l'échelle de la wilaya, a expliqué le même responsable.

Sonatrach annonce la réalisation du gazoduc reliant Bir Rebaa Nord à Menzel Ledjmet Est dans le Bassin de Berkine



La Société nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé hier, dans un communiqué, avoir réalisé en partenariat avec le groupe italien ENI, la construction du gazoduc qui relie les sites de Bir Rebaa Nord (BRN) et de Menzel Ledjmet Est (MLE) dans le Bassin de Berkine, dans le sud-est à 320 km de Hassi Messaoud (wilaya de Ouargla).

Réalisé en mode "fast-track" (procédure accélérée), le gazoduc, d'une longueur de 185 km, d'un diamètre de 16 pouces, reliant les champs pétroliers de Bir Rebaa Nord aux installations de Menzel Ledjmet Est (W.Ouargla) dispose d'une capacité de transport de 7 millions de standard mètres cubes de gaz par jour, a précisé la même source.

Le projet permettra l'exportation du gaz associé et le développement des champs gaziers des blocs de "Berkine Nord", où le forage et les raccordements des quatre (4) premiers puits ont été achevés, après une année seulement de l'entrée en vigueur des accords conclus en février 2019, a ajouté le communiqué de la compagnie nationale.

A ce propos, le groupe Sonatrach a souligné que le projet engagé avec l'ENI dans le cadre d'une stratégie commune de réduction des délais de réalisation, est "un exemple à capitaliser". Ainsi, le projet gaz de Berkine Nord apportera une production journalière de 6,5 millions de mètres cubes de gaz et 10 milles barils de liquides associés.

Avec le développement de l'huile, la production totale atteindra 65 milles barils équivalent pétrole (bep) par jour durant l'année 2020, a fait savoir la Société nationale des hydrocarbures, rappelant que la production des champs d'huile de ces blocs a démarré le mois de mai 2019.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE La Banque d'Algérie détecte des "pratiques frauduleuses" dans deux agences de la BADR

La Banque d'Algérie a détecté des "pratiques frauduleuses" au niveau de deux agences de la Banque de l'Agriculture et du Développement durable (BADR), a appris l'APS lundi de source bancaire. Il s'agit des agences Amirouche et Pins maritimes relevant de la BADR, selon la source qui précise que l'existence de ces pratiques a été détectée par les services concernés de la Banque d'Algérie lors d'investigations préliminaires lancées suite aux "requêtes de fournisseurs étrangers".

Ces derniers se plaignent du "non règlement de plusieurs cargaisons de marchandises expédiées pour le compte de deux clients Algériens, en l'occurrence la Sarl Groupe Méditerranéen de Commercialisation (GMC) et Sarl MAGNOLIA", précise la source.

Le préjudice financier, qui est en cours d'évaluation, atteste de "la complicité, tant passive qu'active de certains agents des dites agences", selon la source qui souligne que "les périodes impactées par ces pratiques concernent les années 2017, 2018 et 2019" et qu'"une évaluation globale du système d'information de la BADR est en cours d'exercices par les services spécialisés de la Banque d'Algérie".

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Appel à la levée des entraves administratives et bancaires pour encourager l'investissement

Les participants à la 14ème édition du Salon des équipements automobiles "Equip-Auto 2020" ont appelé, lundi à Alger, à l'impératif de lever les obstacles administratifs et bancaires freinant la cadence de l'investissement en Algérie.

Les représentants des entreprises spécialisées dans les pièces de rechange, des équipements et de la maintenance automobile ont plaidé pour la levée des entraves notamment administratives, afin d'encourager l'investissement, essentiellement dans le domaine de la fabrication des pièces de rechange et accessoires automobiles à même d'augmenter le taux d'intégration nationale des industries mécaniques.

Le représentant de la société algérienne "CBS" spécialisée dans la fabrication des batteries, a mis l'accent sur l'impératif d'accorder des facilitations à même d'encourager l'investissement local, et partant réduire la facture d'importation, notamment pour les produits fabriqués localement. Il a souligné, en outre, la nécessité de faciliter les opérations d'importation de la matière première essentielle, dont l'acide sulfurique et de réduire les délais, actuellement de 4 mois, d'oc-



troi de licences d'importation de cette matière.

De son côté, le représentant de la société algérienne "CORSSMA", spécialisée dans la distribution des pièces détachées des voitures coréennes, a insisté sur l'impératif de lutter contre la bureaucratie, d'encourager et d'élargir l'investissement dans le marché algérien et de consolider les relations de partenariat avec les investisseurs étrangers. A ce propos, le représentant de la société

turque "ATIKER", spécialisée dans la fabrication des systèmes de freinage, a qualifié le marché algérien de "prometteur", d'autant qu'il regorge de grandes opportunités d'investissement, ajoutant que sa participation à ce salon a pour objectifs la promotion de son entreprise et la recherche d'opérateurs algériens en vue d'établir un partenariat bilatéral gagnant-gagnant. Par ailleurs, les participants à cette édition qui se poursuivra

jusqu'au 5 mars, se sont félicités du nouveau cahier des charges qui sera bientôt publié notamment la clause relative à l'obligation de réaliser un taux d'intégration initial de 30%, à même d'encourager la production nationale. Pour rappel, le ministre de l'Industrie et des mines avait déclaré à l'APS, qu'un taux d'intégration de 30% signifiait que "30% des intrants utilisés sont des intrants locaux", en précisant que les services annexes à la production ne peuvent, en aucun cas, être comptabilisés dans le calcul du taux d'intégration.

De son côté, le représentant de la société "IKAM AUTO" a loué cette décision qui va encourager la production nationale et limiter ainsi l'importation.

Aussi, des représentants d'autres entreprises se sont réjouis de ce nouveau cahier des charges, affirmant qu'il constituera un point de départ vers la relance d'une véritable industrie mécanique en Algérie.

PROSPECTIVE

Une séance de travail pour promouvoir la prospective et les statistiques dans le secteur du Commerce

Le ministre délégué auprès du ministre des Finances, chargé de la prospective et des statistiques, Bachir Messaitfa, et le ministre délégué auprès du ministre du Commerce, chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, ont présidé lundi à Alger une séance de travail visant la promotion de la prospective et des statistiques dans le secteur du Commerce.

Cette réunion, tenue en présence des cadres des deux secteurs, incarne le

plan d'action du Gouvernement, en particulier dans son volet lié au développement du système national des statistiques et à la préparation de la vision prospective pour l'Algérie horizons 2035, a précisé un communiqué du ministère délégué de la prospective et des statistiques. La rencontre vise aussi à promouvoir les perspectives et de fournir une base de données "riche" afin d'aider les décideurs à booster la croissance économique, souligne le docu-

ment. Elle s'inscrit également dans le cadre d'une série de visites et de réunions de travail avec tous les secteurs ministériels dans le but d'établir un état des lieux de la prospective et des statistiques dans tous les secteurs, a précisé la même source.

Ainsi, après de "longues discussions" entre les deux parties, il était convenu de "poursuivre le travail de consultation entre les cadres des deux secteurs et de signer un partenariat de coopération".

ALGÉRIE - ITALIE

M. Bekkai s'entretient avec le Secrétaire d'Etat italien sur les voies de renforcement de la coopération économique

Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai s'est entretenu, lundi à Alger, avec le Secrétaire d'Etat italien auprès du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Manlio Di Stefano sur les voies de renforcement de la coopération économique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette audience tenue au siège du ministère du Commerce, M. Bekkai s'est félicité des relations historiques et commerciales qui ont connu "une nouvelle dynamique". Il a par ailleurs passé en revue la politique économique adoptée par "l'Algérie nouvelle", reposant essentiellement sur la révision des textes législatifs afin d'attirer

davantage d'investissements étrangers directs (IDE), notamment après la suppression de la règle 51/49, exception faite pour certains secteurs stratégiques, ajoutant que cette mesure "encouragera les investisseurs italiens à accéder au marché algérien". "L'Algérie a introduit des réformes profondes en vue de diversifier son économie hors hydrocarbures, à travers la facilitation des mesures et des lois régissant les IDE", a-t-il précisé.

Notant, à ce titre, "l'amélioration du climat d'affaires en Algérie", le ministre délégué a également indiqué que l'Algérie avait récemment entamé une évaluation des accords et conventions du commerce extérieur conclus avec ses partenaires à l'effet d'identi-

fier les insuffisances. A cette occasion, M. Bekkai a appelé la partie italienne à saisir l'occasion de l'adhésion officielle de l'Algérie à la zone de libre-échange continentale africaine (ZECLAF), pour accéder à un marché "prometteur" de plus d'un milliard d'habitants.

De son côté, le Secrétaire d'Etat italien a mis l'accent sur la nécessité de trouver de nouvelles voies de développer les relations commerciales entre l'Algérie et l'Italie, après, notamment, "le léger recul enregistré ces dernières années".

"Ce recul requiert de chercher de nouvelles perspectives de partenariat gagnant-gagnant, au service de l'économie des deux pays", a-t-il ajouté. M. Di Stefano a par ailleurs salué

les nouvelles mesures prises dernièrement par le gouvernement, s'inscrivant dans le cadre de la réforme de l'économie et de l'augmentation du volume des exportations. Faisant part de l'intérêt accordé par les entreprises italiennes au marché algérien, notamment après l'octroi de plusieurs avantages aux investisseurs étrangers, le Secrétaire d'Etat a souligné la nécessité d'échanger des expériences entre les deux parties. Le secrétaire d'Etat auprès du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Manlio Di Stefano, avait entamé, dimanche, une visite de travail en Algérie, dans le cadre du développement des relations bilatérales.

OPEP - CORONAVIRUS

M. Arkab : "l'Opep+ examinera une nouvelle réduction "substantielle" de la production pétrolière"

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, envisagent d'examiner une nouvelle réduction "substantielle" de la production alors qu'un consensus semble déjà "acquis" pour la prolongation de l'accord actuel de baisse, a indiqué le ministre de l'Énergie et président de la Conférence de l'Opep, Mohamed Arkab.

"Nous allons examiner la possibilité d'effectuer une nouvelle réduction substantielle de la production en retirant des marchés les quantités qui ne sont pas consommées en raison de la propagation du coronavirus", a déclaré M. Arkab dans un entretien à l'APS. En effet, les 25 ministres de l'Opep+ se retrouvent jeudi et vendredi à Vienne pour décider des mesures appropriées afin d'enrayer la chute des cours du brut provoquée par l'épidémie du coronavirus.

Cette rencontre ministérielle sera précédée mercredi par une réunion du Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-Non opep (JMJC).

Les membres de l'Opep+ examineront, lors de leur réunion extraordinaire, les propositions faites début février par le Comité technique conjoint Opep-non Opep (JTC) qui recommande de prolonger l'accord actuel de réduction de la production (1,7 million de barils par jour) jusqu'à la fin de l'année en cours 2020 et de procéder à une réduction supplémentaire jusqu'à la fin du 2ème trimestre. "Nous allons s'appuyer sur ces deux propositions pour trouver une solution consensuelle dans l'intérêt de la stabilité du marché pétrolier international.

La tendance est vers la poursuite des baisses adoptées en décembre 2019.

Nous avons déjà un consensus entre les pays Opep et non Opep, y compris la Russie, sur ce point, c'est acquis.

Concernant la réduction supplémentaire, nous aurons à discuter sur ça le 4, 5 et 6 mars", a expliqué M. Arkab.

Dans ce sens, le président de la Conférence de l'Opep a souligné que les ministres de l'organisation ont approuvé



leur soutien à la recommandation du JTC selon laquelle il est nécessaire de procéder à une nouvelle baisse substantielle, ajoutant toutefois que le volume des réductions n'était pas encore déterminé. "Certains pays (hors Opep) ont demandé plus de temps pour évaluer l'impact de la propagation du coronavirus sur le marché pétrolier avant de se prononcer officiellement lors de nos réunions de Vienne.

Nous aurons l'occasion d'entendre leurs points de vue sur le marché pétrolier et de définir, conjointement, une action concrète qui nous permettra de stabiliser le marché pétrolier, dans l'intérêt de la relance de l'économie mondiale, de l'industrie pétrolière et des pays producteurs que nous sommes", a-t-il noté. Les discussions, poursuit-il, vont se baser sur des études sur l'impact

de l'épidémie du coronavirus sur l'évolution de l'économie mondiale et l'état de l'offre et de la demande, afin de prendre des décisions qui "vont arranger tout le monde, tout en ayant l'objectif sur la stabilité du marché et les prix qui doivent être conformes aux réalités des marchés et aux espérances des pays producteurs".

"Chaque pays va venir avec l'ambition de chercher un consensus pour éviter l'effondrement des prix, aucun pays n'a intérêt à voir des prix très bas.

C'est clair qu'il est important de maintenir la Déclaration de coopération comme outil de stabilisation du marché et pourquoi pas un consensus sur des réductions supplémentaires plus importantes pour permettre d'absorber les quantités en surplus qui sont sur le marché", affirme-t-il.

CHINE

Intenses efforts déployés pour soutenir l'économie



La Chine a entrepris d'intenses efforts pour soutenir l'économie nationale à travers une série d'incitations financières et de mesures d'appui en vue de surmonter les difficultés nées dans le contexte de l'épidémie du coronavirus et de maintenir la croissance économique, a rapporté hier l'agence Chine nouvelle. En effet, le ministère du Commerce et la Banque de développement de Chine (BDC) ont émis conjointement une nouvelle directive dans laquelle il a été annoncé un "important" soutien financier aux projets et aux entreprises qualifiées de "haute qualité" faisant partie de l'initiative "la Ceinture et la Route" touchés par l'épidémie, a ajouté la même source.

Ainsi, la Banque de développement de Chine envisage d'introduire une série d'incitations financières, dont le financement à faible coût, des prêts spéciaux, des prolongations de remboursement des prêts, ainsi qu'un soutien au crédit pour aider les projets et les entreprises de l'initiative "la Ceinture et la Route", des mesures éligibles à surmonter les difficultés engendrées par le coronavirus (COVID-19), a souligné l'agence Chine Nouvelle.

Les entreprises et les différents projets ont été instruits à présenter leurs situations et leur demande de financement dans le nouveau contexte de l'épidémie, a-t-elle ajouté.

Les institutions financières de "la Ceinture et la Route" sont aussi appelées à contribuer à la lutte mondiale contre l'épidémie de nouveau coronavirus (COVID-19) et au maintien de la croissance économique stable.

Dans ce contexte, le Mécanisme de coopération régulière interbancaire de la "Ceinture et de la Route", initié par la Banque industrielle et commerciale de Chine en 2017, a proposé de soutenir la Chine et d'autres pays dans leur lutte contre le COVID-19.

Exprimant sa confiance dans la victoire de la Chine face à cette épidémie, ainsi que dans sa capacité de développer l'économie nationale à long terme, le Mécanisme a appelé la communauté internationale à renforcer l'unité et la coopération pour relever ensemble le défi commun et à renforcer la coopération dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour garantir la sécurité de la santé publique régionale et internationale.

Les membres du Mécanisme regroupent actuellement 94 institutions financières de 51 pays et régions, dans le but d'améliorer le soutien financier à la construction de l'initiative "la Ceinture et la Route".

De son côté, le plus haut planificateur économique de la Chine s'est engagé à déployer davantage d'efforts pour promouvoir la construction de chemins de fer, soulignant que la priorité qui doit être donnée à l'avancement des projets clés.

Des efforts seront engagés pour accélérer la construction des projets "majeurs", dont des trains à grande vitesse, a souligné la Commission nationale du développement et de la réforme, précisant que la construction des chemins de fer dans les régions du centre et de l'ouest du pays sera renforcée, ainsi que les projets ferroviaires interurbains qui seront promus de manière ordonnée. Les chemins de fer mis en opération en Chine atteignent 139.000 km à la fin de l'année dernière, dont 35.000 km de voies ferrées à grande vitesse. Le pays planifie d'élargir le réseau ferroviaire de plus de 4.000 km en 2020.

APS

PÉTROLE

Les cours se maintiennent, rassurés par l'Opep et les Banques centrales

Les prix du pétrole ont maintenu hier leurs gains, dans la lignée du rebond amorcé la veille, rassurés par les perspectives d'une réaction de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des Banques centrales face à l'impact du coronavirus sur l'économie mondiale.

Vers 10h15 GMT (11h15 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 53,28 dollars à Londres, en augmentation de 2,66% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour avril bondissait de 3,10%, à 48,20 dollars. La veille, les deux indices de référence européen et américain ont gagné autour de 4,5%, se reprenant après six séances consécutives de baisse sur fond de craintes concernant la propagation du coronavirus et son

impact sur la demande mondiale en or noir. Pour les analystes, les prix du pétrole retrouvent des couleurs grâce aux "bonnes nouvelles" que devraient apporter la réunion des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ainsi que l'action coordonnée (espérée) des banques centrales au secours de l'économie". Les membres de l'Opep et leurs partenaires via l'accord "Opep+" se retrouvent jeudi et vendredi à Vienne pour décider des mesures appropriées afin d'enrayer la chute des cours du brut enregistrée depuis le début de l'année. Par ailleurs, les banquiers centraux et ministres des Finances du G7 vont s'entretenir mardi au téléphone pour coordonner leur action face à l'impact du nouveau coronavirus, une initiative qui rassure les marchés.

ZONE EURO

Recul en février de l'inflation impactée par le coronavirus

L'inflation en zone euro a reculé en février, a annoncé hier l'Office européen des statistiques, selon un chiffre provisoire, très en deçà de l'objectif de la BCE, et qui pourrait être un signe de l'impact du coronavirus.

Ce ralentissement à 1,2% intervient après trois mois d'accélération de l'inflation. En janvier, elle avait encore atteint 1,4%. Mais en février, alors que l'épidémie du coronavirus, partie de Chine, s'étendait petit à petit à travers le monde, les prix de l'énergie ont reculé en zone euro (-0,3%, contre 1,9% en janvier).

Ce mois-là, la consommation de pétrole de l'atelier du monde, touché de plein fouet par la maladie Covid-19, a

fortement reculé, ce qui s'est répercuté sur les prix de l'énergie.

Le niveau d'inflation en zone euro en février reste bien en deçà de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), qui vise à maintenir un niveau d'inflation légèrement inférieur à 2%.

L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac - qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils) a elle progressé à 1,2%, contre 1,1% en janvier.

Par ailleurs, le taux de chômage dans la zone euro est resté stable en janvier à 7,4%, son niveau le plus faible depuis mai 2008, selon des chiffres également publiés mardi par Eurostat.

Depuis qu'il est repassé en septembre 2016 sous le seuil symbolique de 10,0%, le chômage dans la zone euro n'a cessé de reculer.

Au pire de la crise de la dette, le chômage avait atteint dans la zone euro le taux record de 12,1% en avril, mai et juin 2013.

Les Pays-Bas ont, parmi les 19 pays de la monnaie unique, enregistré le plus faible taux de chômage en janvier, à 3,0%.

A l'autre bout de l'échelle, la Grèce a affiché le taux le plus élevé (16,5% en novembre), suivie de l'Espagne (13,7%).

Dans les 28 pays de l'UE, le taux de chômage s'est établi à 6,6% en janvier, stable par rapport à décembre.

JUSTICE - TIZI-OUZOU Des trafiquants de cocaïne condamnés de 5 ans de prison à la réclusion à perpétuité

Le tribunal criminel près la cour de justice de Tizi-Ouzou a condamné lundi soir des membres d'une organisation de crime organisé spécialisée dans le trafic de cocaïne, à des peines allant de 5 ans de prison ferme à la réclusion criminelle à perpétuité, pour trafic de drogues dures.

Les faits de cette affaire mettant en cause 11 individus deux en fuite et deux autres ayant comparu en qualité de prévenus libres, remontent à la fin du mois de mars 2019, lorsque les services de la sûreté de daïra de Ouaguenza, ont interpellé à Tamda à proximité du pôle universitaire suite à une filature et en flagrant délit, deux membres de ce réseau. Cette arrestation a permis de démanteler une organisation de crime organisé composé de 11 individus, dont un ressortissant marocain en situation irrégulière en Algérie, spécialisés dans le trafic de cocaïne et la saisie de 300 grammes de cocaïne et d'une somme d'argent de plus de 1.395 000 DA de revenus de ce trafic, selon l'arrêt de renvoi de cette affaire lu devant le tribunal criminel lors du procès.

Le chef de bande de cette organisation répondant aux initiales de K.F, résidant en France et toujours en fuite, se procurait de la cocaïne des pays européens qu'il faisait ensuite entrer clandestinement en Algérie pour la remettre à ces complices qui étaient chargés de trouver des clients et de l'écouler.

La mise sur écoute d'un des membres de cette organisation et sa filature par les services de sécurité a permis de démanteler tous le réseau, selon le même arrêt de renvoi.

Des peines de 15 à 20 de prison ferme ont été prononcées contre les accusés présents au procès et la peine de prison à perpétuité par contumace contre les deux autres en état de fuite. Pour les autres accusés présents, 3 ont écopé de peines de 7 ans de prison ferme, le ressortissant marocain a été condamné à 5 ans de réclusion criminelle, et le reste des accusés reconnus non coupables, ont bénéficié de l'acquiescement.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 39 décès et 1642 blessés en une semaine selon la Protection civile

Trente-neuf (39) personnes ont trouvé la mort et 1642 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus la dernière semaine du mois de février, indiquait hier un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Sétif avec 9 personnes décédées et 60 autres blessées.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué 1254 interventions pour procéder à l'extinction de 908 incendies urbains, industriels et autres. Aussi, 5328 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 4786 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses, ajoute le communiqué.

JEUNESSE Sid Ali Khaldi annonce un projet de pôle régional de formation des cadres de la jeunesse et des sports à Béchar

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a annoncé hier à Bechar, un projet de pôle régional de formation des cadres du secteur de la jeunesse et des sports dans la région.

"Nous allons étudier sérieusement la création d'un pôle régional de formation pour le renforcement de l'encadrement des structures de jeunesse et de sports dans le sud-ouest, notamment à Bechar, où a été constaté un manque en cadres dans le domaine", a déclaré le ministre à l'issue de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya.

M. Khaldi, qui a fait cette annonce lors de sa visite du complexe sportif de la commune frontalière de Lahmar, a indiqué aussi avoir voulu consacrer sa première "sortie" sur le terrain à la wilaya de Bechar, en vue de s'enquérir de la situation du secteur et surtout celle des jeunes des régions éloignées, comme cela a été le cas lors de la visite lundi soir à la commune de Timoudi (374 km au sud de Bechar).

Dans cette localité, "j'ai pu débattre avec les jeunes et leur représentants de leur préoccupations, en plus de connaître leur réalités, à l'instar de celles des jeunes de la commune de Lahmar", a-t-il déclaré à la presse. En se rendant à Timoudi en compagnie des autorités locales, M. Sid Ali Khaldi est le premier ministre depuis l'indépendance à visiter cette zone d'ombre, selon les élus de la commune et les représentants des associations sportives et du mouvement associatif local.

Après, le premier responsable du secteur a visité les structures de la nouvelle station de sports nautiques du barrage de "Djorf Etorba", dont le lac est



d'une superficie de 94 km² et qui passe pour être l'unique ouvrage du genre dans tout le sud Algérien.

"Cette station, réalisée avec un coût de plus de 47 millions DA au titre du programme sectoriel, sera un vecteur de promotion et de développement des différentes disciplines sportives aquatiques, notamment la voile", a souligné le ministre. Abrutant le siège de la ligue de wilaya de voile, cette structure regroupe actuellement une vingtaine de jeunes qui s'adonnent à la voile et aux autres disci-

plines aquatiques, selon le président de la ligue.

"Nous souhaitons l'aide et la contribution du secteur pour la création d'une école locale de formation et d'initiation à la voile et aux autres disciplines aquatiques", a déclaré M. Tahar Lahdad.

A ce sujet, le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est montré disposé à apporter aide et contribution pour la création de cette école dans le but de renforcer les activités sportives dans la wilaya de Bechar.

MÉTÉO - TOURISME Blida : la saison touristique à Chréa compromise par le manque d'enneigement

Le manque d'enneigement semble avoir définitivement compromis, cette année, la saison touristique à Chréa (hauteurs de Blida), qui n'enregistre presque pas de visiteurs, ce qui a impacté durement l'activité hôtelière et de restauration mais aussi les petits commerçants et artisans de cette commune pauvre.

Une tournée dans ce site touristique par excellence a permis à l'APS de constater que les rues, les restaurants et l'unique hôtel de la région étaient quasiment déserts.

Autre signe révélateur de cette perte de fréquentation, la RN 37 reliant Blida à Chréa, d'habitude congestionnée à cette période de l'année, est pratiquement vide à l'exception de quelques rares véhicules. Le personnel d'un restaurant vide à l'heure du déjeuner a confirmé à l'APS que "cette situation est le quotidien des restaurateurs à Chréa cette année à l'exception des week-ends où ils voient arriver une poignée de clients".

"Tous les matins, nous préparons des menus dans l'espoir de recevoir des clients mais, le soir venu, nous sommes contraints d'en jeter une grande partie impossible à conserver", a déploré l'un d'eux. Le réceptionniste de l'Hôtel des Cèdres, le seul établissement hôtelier ouvert dans la région, a, quant à lui, indiqué que "les chambres habituellement occupées à

100% en cette période de l'année sont presque toutes vides, le taux d'occupation actuel ne dépassant guère les 10% à cause de l'absence de neige".

"Malgré les tarifs attractifs et les efforts consentis pour améliorer les prestations offertes, l'hôtel est pratiquement vide", a-t-il déploré.

Abondant dans le même sens, les commerçants approchés par l'APS tant dans les petits magasins que devant les étals de produits artisanaux, de friandises et autres, se sont plaints du marasme de leur activité.

Arezki, un jeune de la région, affirme qu'il arrive à peine à vendre pour 150 DA la journée, "ce qui ne suffit même pas à récupérer le prix d'achat de sa marchandise".

Mohamed, un autre commerçant propriétaire d'une petite échoppe déclare que face à une clientèle de plus en plus rare, il n'ouvre souvent que une heure à deux heures par jour au point de songer sérieusement à arrêter son activité.

Les revenus de la population et de la commune sévèrement impactés

Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Amar Beskra, a fait état d'un "grand recul" du taux de fréquentation de la station on, cette année, suite à l'absence de neige, "ce qui a impacté négativement les revenus des commerçants, d'où une baisse de leur impo-

sition et, par conséquent, des recettes fiscales de la commune", a-t-il dit précisant que "l'année écoulée, ils n'ont pas dépassé les 2 millions de DA".

Soulignant que les visiteurs sont quasiment absents les jours de semaine et que seules quelques familles se déplacent les week-ends pour profiter de la nature et de la quiétude de la région, le P/APC de Chréa a relevé le déficit d'infrastructures nécessaires pour dynamiser la région en dehors de la saison des neiges, à l'instar des lieux de loisirs, des aires de jeux pour enfants ou de grands hôtels couvrant la demande, même en haute saison.

En effet, les seuls structures de la région sont l'Hôtel-restaurant des Cèdres, propriété de la commune, loué à un exploitant privé, depuis 2006 (l'Hôtel Nassim, rénové est loué aux œuvres sociales d'une banque) et d'un petit nombre de restaurants et de petits magasins.

Pour M. Beskra, cette situation expliquerait la faible affluence des familles qui préfèrent plutôt se rendre dans les régions voisines qui offrent de réels espaces de loisirs.

Entre autres problèmes, la difficulté d'accès à Chréa en l'absence d'autobus et de taxis assurant la navette entre Blida et Chréa, à l'exception de certains particuliers qui travaillent au noir, explique le président d'APC.

"De surcroît, le téléphé-

rique est à l'arrêt depuis six mois pour des raisons que nous ignorons", a-t-il ajouté.

Appel à renforcer l'attractivité touristique de Chréa

M. Beskra a appelé les autorités publiques à aider la commune par des projets d'investissement à même de lui permettre de contribuer à la création de richesse et de postes d'emploi pour les jeunes de la région et de miser sur des atouts autres que les chutes de neige pour drainer des touristes, se disant "optimiste" quant aux engagements du gouvernement concernant les communes des zones d'ombres.

Pour Leila Benazoug, inspectrice principale à la Direction locale du tourisme, il est impératif de créer une attractivité touristique à Chréa pour drainer le plus grand nombre de touristes.

La responsable, qui propose la réalisation d'espaces d'attraction et de loisirs ainsi que la programmation de manifestations touristiques et culturelles, de galas et de festivals dans la région montagnarde pour la faire découvrir aux visiteurs, met l'accent sur "la conjugaison des efforts de tous les concernés, à savoir les directions, les autorités locales et les médias pour faire la promotion de la destination Chréa, booster le tourisme montagnard et créer une cohésion entre les habitants de la région et les visiteurs".

APS

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La moitié des plages pourrait disparaître d'ici 2100

Le changement climatique et la hausse du niveau des océans pourraient faire disparaître la moitié des plages de sable dans le monde d'ici à 2100, selon une étude parue lundi dans *Nature Climate Change*.

Même si l'humanité réduit fortement les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique, plus d'un tiers des littoraux sablonneux sont menacés, selon cette étude.

Leur disparition aurait un impact pour des activités touristiques, mais pas seulement.

"En dehors du tourisme, les plages de sable offrent souvent le premier mécanisme de protection contre des tempêtes et des inondations et sans elles, les impacts des événements climatiques extrêmes seront probablement plus forts", avertit Michalis Voudoukas, qui a dirigé l'étude et est chercheur au Centre commun de recherche de la Commission européenne. "Nous devons nous préparer". Les plages de sable occupent plus d'un tiers des littoraux au niveau mondial et se situent souvent dans des régions très peuplées.

Mais elles sont menacées par l'érosion due à des constructions nouvelles, la hausse du niveau des mers, des tempêtes, menaçant des infrastructures et des vies.

L'Australie pourrait être le pays le plus durement touché, avec près de 15.000 km de plages de sable rayées de la carte d'ici à 80 ans, devant le Canada, le Chili et les Etats-Unis. Le



Mexique, la Chine, la Russie, l'Argentine, l'Inde et le Brésil font aussi partie des pays en première ligne. Les scientifiques ont travaillé à partir de deux scénarios, celui "du pire" où les émissions de gaz à effet de serre continuent à leur rythme actuel, ou un autre scénario où le réchauffement climatique est limité à 3 C, un niveau toutefois élevé.

Dans le scénario du pire, 49,5% des plages de sable disparaîtraient, soit

environ 132.000 km de côte. Dans l'autre cas, environ 95.000 km seraient concernés.

Le groupe d'experts climat de l'ONU, le GIEC, estime dans un rapport publié en septembre que les océans pourraient monter de 50 cm d'ici à 2100 dans le meilleur des cas, de 84 cm dans le pire.

De nombreux scientifiques pensent toutefois que ces hypothèses sont conservatrices.

BRÉSIL

Fin d'une grève de policiers qui semait le chaos dans le nord-est

Une grève illégale de policiers qui semait le chaos depuis 13 jours dans l'Etat brésilien du Ceara (nord-est) a pris fin lundi, les agents ayant repris le travail après avoir trouvé un accord la veille avec les autorités. Durant cette période de mutinerie, le nombre de meurtres au Ceara a été multiplié par trois par rapport à la moyenne du début de l'année. "J'ai reçu avec satisfaction la nouvelle de la fin de la grève des policiers au Ceara", a écrit dimanche soir sur son compte Twitter le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Sergio Moro.

"Le bon sens a pris le dessus, sans radicalisme",

a-t-il ajouté. Lundi matin, les bataillons de police militaire qui étaient occupés par les mutins ont recommencé à fonctionner. Mais de nombreux véhicules n'ont pas pu circuler parce qu'ils avaient été détériorés par des mutins pour éviter que des agents reprennent le travail. Les policiers ont accepté de mettre fin à la grève en échange d'une promesse d'augmentations de salaires et dans l'espoir de sanctions moins sévères pour ceux qui ont adhéré au mouvement illégal.

Mais le gouvernement de l'Etat du Ceara n'a pas cédé sur la demande d'amnistie totale réclamée initialement. Vendredi, le

président d'extrême droite Jair Bolsonaro avait accepté de prolonger d'une semaine le déploiement de 2.500 militaires envoyés en renfort au Ceara pour maintenir l'ordre.

Très populaire chez les policiers en raison de son discours sécuritaire et ses promesses d'élargir la notion de légitime défense pour les membres de forces de l'ordre, le chef de l'Etat a été critiqué pour ne pas avoir condamné ouvertement la grève.

Certains analystes ont dénoncé une tentative d'instrumentalisation des mutins pour affaiblir les autorités locales du Ceara, Etat gouverné par la gauche. Un des épisodes

les plus tendus a eu lieu le 19 février, dans la ville de Sobral, quand un sénateur connu de centre gauche, Cid Gomes, a été blessé par balles en tentant, au volant d'un tractopelle, de briser un piquet de grève.

Quelques heures plus tôt, des policiers mutins armés et encagoulés avaient semé la terreur à Sobral, ville située à 230 km de Fortaleza, capitale du Ceara, menaçant les commerçants en leur ordonnant de fermer boutique.

Bien qu'illégales, les grèves de policiers se sont multipliées ces dernières années : une étude de l'Université du Rio Grande do Sul en a recensé 715 de 1997 à 2017.

AFRIQUE DU SUD

25 morts dans un accident de bus

Vingt-cinq personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres blessées lundi en Afrique du Sud dans un accident de la route quand leur bus est tombé dans un ravin, a annoncé lundi le ministère des Transports. "Je peux confirmer que l'accident a fait 25 morts", a déclaré une porte-parole du ministère, Ayanda Allie-Paine cité par l'AFP. "Le chauffeur (du bus) a perdu le contrôle du véhicule qui a dévalé une pente très raide" près du village de Qolweni, a précisé Unathi Binqose, porte-parole des transports dans la province du Cap Oriental (sud-est) où l'accident s'est produit. "Il est très difficile" d'atteindre le lieu du drame qui n'a impliqué que le bus, a-t-il ajouté.

Les causes de l'accident sont pour l'instant inconnues. Le bus qui assurait la liaison entre Chebe et Butterworth transportait essentiellement des personnes âgées parties faire des courses ou percevoir leurs allocations sociales.

"Perdre autant de vies dans un seul accident est bouleversant et choquant", a réagi le ministre sud-africain des Transports, Fikile Mbalula, dans un communiqué.

NAUFRAGE - BRÉSIL

18 morts dans un naufrage sur un affluent de l'Amazone

Au moins 18 personnes sont mortes dans le naufrage d'un ferry sur un affluent de l'Amazone, dans l'Etat brésilien d'Amapa (nord), ont annoncé lundi les autorités, qui coordonnaient les recherches pour retrouver une trentaine de disparus.

Le gouvernement de l'Amapa estime que 60 à 70 personnes se trouvaient à bord de l'Anna Karoline III au moment de l'accident, samedi matin.

Le chiffre est incertain faute de liste des passagers.

Le bilan lundi en fin de journée faisait état de 46 rescapés et 30 disparus.

Des hélicoptères et des avions ont été envoyés sur place dans le cadre des opérations de secours, auxquelles participent une cinquantaine de militaires.

Une rescapée interrogée par le site internet d'informations G1, Vanderleia Monteiro, a comparé ce naufrage à «une scène de film».

«Nous sommes sortis par une fenêtre et nous nous sommes hissés sur le haut du bateau, pendant qu'il chavirait. Après, un autre ferry nous a secourus et on a vu le nôtre couler de loin», a raconté cette femme de 45 ans qui ne sait pas nager. Le naufrage a eu lieu peu avant l'aube sur le Jari, une rivière qui se jette dans l'Amazone près de son embouchure, a expliqué la Marine, qui a ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident. Aucune hypothèse pour l'expliquer n'a été avancée. Le bateau était parti vendredi de Macapa, la capitale de l'Amapa, avec pour destination Santarem, dans l'Etat voisin du Para, un voyage censé durer 36 heures.

INDE

8 morts dans un accident de la route au Gujarat

Au moins huit personnes ont été tuées et 24 autres blessées, lundi soir, dans le district de Tapi au Gujarat (ouest) lorsqu'un camion a percuté un bus de transport public, ont indiqué hier des responsables locaux. «Un bus du Gujarat State Road Transport est entré en collision avec un camion-citerne qui roulait en sens opposé. Quelques secondes plus tard, une voiture avec des passagers à bord a percuté l'arrière du bus. Huit personnes sont mortes et 22 autres ont été blessées», a affirmé la police locale.

La collision entre les trois véhicules s'est produite au niveau de la route nationale 53 près du village de Pokhran entre un camion-citerne d'hydrocarbures qui se rendait à Surat tandis que le bus, en provenance de Kusalgarh, se rendait à Ukaï, a précisé la même source. «Les blessés ont été admis dans des hôpitaux des villes de Vyara et Songadh pour recevoir les soins nécessaires», a ajouté la police.

La semaine dernière, au moins 24 personnes ont été tuées, dont trois enfants, dans un accident de bus qui a chuté dans la rivière de Mej dans le district de Bundi au Rajasthan (nord de l'Inde). Les routes indiennes figurent parmi les plus meurtrières du monde et les accidents mortels y sont fréquents.

APS

CHILI

Manifestations et violences pour commencer un mois de mars tendu

Des affrontements ont opposé lundi au Chili protestataires et forces de l'ordre et un bâtiment a été incendié à Santiago, à l'orée d'un mois de mars où sont prévues plusieurs manifestations, avec un regain de violence redouté par les autorités.

Une manifestation s'est tenue à Santiago sur la Plaza Italia.

A la tombée de la nuit, des personnes encapuchonnées ont affronté les policiers anti-émeutes dans les rues adjacentes de cette «Place de la Dignité», comme les manifestants ont rebaptisé l'épicentre de la contestation qui secoue le pays depuis plus de quatre mois, la pire crise sociale depuis le retour de la démocratie en 1990. Un bâtiment ancien a été incendié pour la



deuxième fois. Les troubles se sont étendus à d'autres quartiers de la capitale, où des manifestants ont érigé et brûlé des barricades, bloquant d'importantes avenues, avant d'être dispersés par la police qui a utilisé des gaz lacrymogènes et des lances à eau.

Des manifestations se sont également produites jusqu'à l'aube dans d'autres villes du pays comme Valparaíso (centre) et Concepcion (sud), avec là aussi des violences.

Les autorités chiliennes craignent une escalade de la violence en mars, un mois au cours duquel plusieurs manifestations ont été programmées, notamment dès dimanche prochain, à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

BLIDA forte affluence aux Journées d'information sur l'Etablissement régional de soutien sanitaire militaire

Une forte affluence, de jeunes notamment, a été enregistrée, lundi, à l'ouverture de Journées d'information sur l'Etablissement régional de soutien sanitaire militaire "Chahid Mustapha Bouabdallah", au Centre d'information territoriale de Blida, a-t-on constaté.

Le public nombreux, représenté notamment par des jeunes et élèves, présent sur place s'est montré particulièrement "admiratif des avancées" réalisées par le secteur de la santé militaire, à travers les différents stands d'exposition représentant des hôpitaux mobiles, des pharmacies, et du matériel médical de pointe, entre autres.

Parmi eux, Réda, un jeune en terminal, qui s'est dit "impressionné" par les équipements médicaux de pointe mis en exposition, tout en exprimant son désir de rejoindre cet établissement militaire.

Un vœu partagé par deux autres jeunes, Lotfi et Lamine, venus expressément à ces Journées d'information en vue, ont-ils dit, de "nous informer sur les conditions d'accès à cet établissement, à propos duquel nous cherchons des informations depuis des mois", ont-ils indiqué à l'APS.

Dans son allocution n d'ouverture de la manifestation, le directeur régional des services de la Santé militaire, à la Première région militaire (1ère RM), le colonel Abdellah Aberkane a souligné l'inscription de ces "portes ouvertes au titre du renforcement de la relation Armée-Nation, et des liens de fraternité et de cohésion entre le peuple et son Armée".

Il s'agit, également, a-t-il ajouté, d'"informer les citoyens sur les différentes structures de cet établissement régional en charge du soutien sanitaire multiformes, au profit des différentes formations de l'Armée nationale populaire (ANP), à travers la 1ère RM, a-t-il signalé.

"Cet établissement régional, sis à Blida, est considéré comme une unité de l'ANP, qui fait office de trait d'union entre l'institution centrale et les unités et brigades médicales de la 1ère RM", a-t-il expliqué, en outre.

Selon les informations fournies sur place, cet établissement régional de soutien sanitaire a été créé le 31 juillet 1974 sous le nom d'Etablissement régional d'approvisionnement sanitaire, avant d'être transformé le 1 mai 1988 en Etablissement régional d'approvisionnement et de logistique des services de santé militaire.

Il prit l'appellation actuelle, Etablissement régional de soutien sanitaire, le 30 décembre 1996, avant d'être baptisé du nom du "Chahid Mustapha Bouabdallah le 19 mars 2019.

Parmi ses missions principales, le chef de l'établissement, le lieutenant colonel Laksir Rais a cité l'approvisionnement des unités de l'armée en médicaments, matériels, équipements et documents médicaux.

A cela s'ajoute, a-t-il dit, le soutien technique et logistique sanitaire de la PRM en vue de préserver sa totale disponibilité.

Le responsable a, également, fait part au titre de la mise en œuvre des instructions du Haut commandement de l'ANP, de la prise en charge médicale des citoyens des régions reculées du pays, qui sont, également, sensibilisés sur les moyens de prévenir les maladies contagieuses.

L'établissement a participé, à ce titre, à une importante campagne médicale organisée au profit des villages et bourgs des wilayas de M'sila, Djelfa et Médéa.

"L'opération a mobilisé d'importants moyens humains et matériels", a assuré le lieutenant colonel Laksir Rais.

La manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 4 du mois courant, englobe de nombreux stands d'exposition dédiés, entre autres, aux activités et missions de l'établissement, outre différentes équipements, dont des ambulances médicalisées exploitées par la structure, et autre hôpitaux mobiles utilisés lors des catastrophes.

CORONAVIRUS - ALGERIE

La prévention demeure le "maître-mot" de la situation (Ordre des médecins)

La prévention demeure le "maître-mot" pour faire face à la situation suite à la confirmation de cas positifs du coronavirus (Covid-19) en Algérie, a insisté lundi à Alger, le président du Conseil national de l'Ordre des médecins, Dr Mohamed Berkani Bekkat, mettant en exergue la nécessité d'une politique de santé "préventive".

"L'Algérie n'est pas à l'abri d'une diffusion du coronavirus.

C'est pourquoi la prévention reste le maître-mot pour faire face à cette situation, à travers notamment le respect des règles d'hygiène de base", a déclaré Dr Bekkat, au forum du "Courrier d'Algérie".

Il a souligné qu'il n'y avait que "l'isolement" comme riposte au virus en l'absence de vaccin spécifique, rappelant la durée maximale de 14 jours de mise en quarantaine des patients atteints, fixée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le spécialiste a, dans ce sens, convié la population à adopter de "nouvelles pratiques d'hygiène à même de casser la chaîne de transmission", ajoutant qu'il s'agit essentiellement de se laver les mains au savon ou au gel hydro-alcoolique, celles-ci étant le premier élément de contamination.

Il a, en outre, préconisé de rendre "obligatoire" la vaccination antigrippale, tout en faisant savoir que le port du masque protecteur "n'est indispensable que pour le sujet atteint afin d'éviter qu'il ne contamine d'autres personnes, de même que pour le personnel médical et paramédical, car "en contact" avec les malades.

Dr Bekkat a souligné la "difficulté de la traçabilité" de ce virus, dans la mesure où, a-t-il expliqué, des "por-



teurs sains peuvent l'avoir contractés que cela soit visible", avant de rassurer qu'il "ne s'agit, toutefois, pas de la peste qui tue le tout venant".

Néanmoins, il a estimé "primordiale" l'existence d'une "politique de santé préventive", réitérant, à l'occasion, sa proposition relative à la mise en place d'une Agence de veille sanitaire "indépendante" de la tutelle, "laquelle sera, entre autres, chargée de l'établissement de modèles de prospection, de sorte à prévoir ce type de situation", a-t-il expliqué. "Si l'Algérie disposait de ce type d'autorité, elle aurait été en mesure d'antici-

per les choses, de faire des études épidémiologiques sur ce phénomène, d'informer la population sur les réflexes à adopter,...

etc", a-t-il poursuivi, notant qu'il s'agit d'"une affaire de spécialistes et que le ministère n'en est que l'exécutant".

Le président du Conseil national de l'Ordre des Médecins est, enfin, d'avis que la propagation du coronavirus à l'échelle mondiale est "en phase de décroissance", arguant du nombre en baisse de ses victimes, notamment en Chine, de même qu'eu égard à l'approche de la fin de la saison hivernale.

Report de la 10^e édition du Napec à Oran en raison du coronavirus dans le monde

La 10^e édition du salon-conférence internationale «NAPEC 2020» (North Africa Petroleum Exhibition & Conférence) prévue du 15 au 18 mars prochain à Oran a été reportée à début septembre prochain en raison de l'épidémie du coronavirus sévissant à travers le monde, ont annoncé lundi ses organisateurs.

«En raison de la propagation croissante de l'épidémie du coronavirus à travers le monde, nous avons jugé prudent de reporter la 10^e édition de cette manifestation économique internationale (Napec 2020), et ce, pour des raisons d'abord préventives, compte tenu de notre engagement d'organiser l'événement dans les meilleurs conditions de

sécurité et de sûreté pour l'ensemble des participants, mais aussi suite aux restrictions aériennes et leurs conséquences sur les déplacements des exposants et conférenciers internationaux», ont souligné les organisateurs dans un communiqué. «Devant cet état de fait, Napec décide de reporter cet événement annuel à la période du 6 au 9 septembre 2020», a-t-on fait savoir.

Cette 10^e édition du Napec, prévue au centre de conventions d'Oran (CCO), devait connaître la participation de 650 professionnels dans l'industrie pétrolière et gazière représentant plusieurs firmes pétrochimiques et venant de 45 pays.

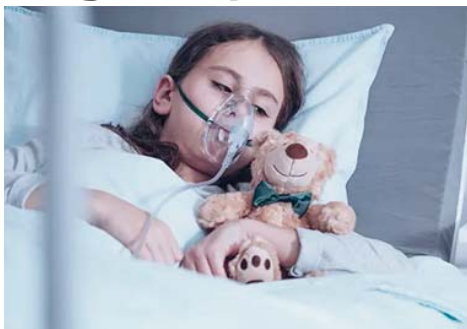
MILA

Détection de plusieurs foyers de la maladie mucoviscidose génétique chez des enfants

Plusieurs foyers de la maladie mucoviscidose génétique ont été enregistrés parmi une large frange d'enfants de la partie nord de la wilaya de Mila, a indiqué lundi le président du conseil médical de l'établissement public hospitalier "frères Meghlaoui" de Mila, Dr. Mohamed Cherifi.

Dans une déclaration à l'APS, le même cadre a déclaré qu'en dépit de l'absence de statistiques précises sur le nombre des cas, plusieurs foyers de cette pathologie ont été enregistrés notamment dans les communes du Nord de la wilaya dont Ferdjioa et Zeghaia.

"Transmise par les deux parents lorsqu'ils portent tous deux le gène responsable, cette maladie cause des troubles des protéines du corps qui provoquent des



dysfonctionnements de plusieurs organes dont les poulmons, le pancréas, les intestins et les voies biliaires et entraînent la stérilité chez les garçons", a détaillé la même source.

Le même praticien a souligné que "la maladie peut causer la mort à l'âge de 12 à 13 ans du fait des complica-

tions entraînés particulièrement en cas d'absence de médicaments qui sont excessivement chers d'où la démarche, a-t-il noté, d'acteurs associatifs pour faire figurer cette pathologie parmi les maladies rares prises en charge par l'Etat".

Il existe plusieurs moyens de limiter cette

maladie dont "le diagnostic précoce chez les candidats au mariage et l'évitement du mariage consanguin à risque", est-il indiqué.

Une journée de formation au profit des médecins et sages-femmes a été organisée par l'EPH "frères Meghlaoui" sur les risques de maladies dont la mucoviscidose chez les nouveau-nés notamment durant 1000 premiers jours de leur vie. De son côté, le chef de service de la prévention à la direction locale de la santé (DSP), Dr Nadjet Bennacef a relevé que les cas de mucoviscidose dans la wilaya de Mila sont "très peu" commentant l'absence des statistiques par le fait "qu'aucunes données sur cette maladie n'ont été communiquées par les établissements de santé à la DSP".

ÉPIDÉMIE CORONAVIRUS

Plus de 3.000 décès, l'Europe et les Etats-Unis touchés

L'épidémie de coronavirus a dépassé lundi les 3.000 morts et connaît une accélération hors de Chine, notamment aux Etats-Unis, qui étaient jusqu'ici très préservés.

Le nombre de cas dans le monde s'élevait à 90.151, dont 3.083 décès, dans 73 pays et territoires, dont 80.026 cas pour la seule Chine, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi à 17H00 GMT.

Tandis que l'épidémie Covid-19 semble faiblir en Chine, elle continue de s'aggraver dans plusieurs pays.

Si les 202 nouveaux cas signalés en Chine continentale constituent le plus faible total depuis fin janvier, 10.134 nouveaux malades ont été enregistrés dans le reste du monde, de très loin le record sur une journée. La France, nouveau foyer aigu de la contamination en Europe avec 191 cas depuis fin janvier, a notamment enregistré son troisième décès depuis le début de l'épidémie, une personne résidant dans la même ville du nord de la France (Crépy-en-Valois) qu'une précédente victime. L'Union européenne a relevé son évaluation du risque à «modéré à élevé», avec un dernier bilan de 2.100 cas confirmés dans 18 pays membres. Les ministres de la Santé de l'UE ont été convoqués pour une réunion extraordinaire vendredi à



Bruxelles. En Italie, pays le plus touché en Europe, la barre des 50 morts a été franchie, après une spectaculaire accélération des contagions avec plus de 500 nouveaux cas dimanche sur un total de 2.036.

Quant à la Corée du Sud, deuxième pays le plus touché après la Chine, elle a recensé lundi près de 600 cas supplémentaires et huit nouveaux décès, pour un total de

plus de 4.300 contaminations, dont 26 mortelles. L'épidémie fait redouter une crise économique d'ampleur planétaire.

A ce titre, les ministres de l'Economie et les banquiers centraux des pays membres du G7 doivent avoir un entretien téléphonique mardi pour coordonner leur action, a indiqué lundi le Trésor américain.

125 nouveaux cas en Chine, plus faible nombre depuis le 21 janvier

Un total de 125 nouveaux cas de contamination par le coronavirus a été recensé hier en Chine continentale, le plus faible nombre quotidien depuis le 21 janvier, ont annoncé les autorités sanitaires. Le Covid-19 a fait 31 nouveaux décès, tous dans la province du Hubei, portant le bilan de l'épidémie à 2.943 dans l'ensemble du pays, indique t-on de même source. Depuis plusieurs jours, l'épidémie semble faiblir en Chine, où des mesures de quarantaine draconiennes visent plus de 50 millions de personnes.

Les autorités ont toutefois indiqué mardi que sur les 125 nouvelles contagions, 11 s'étaient produites hors du Hubei, le nombre le plus haut en cinq jours.

Quelque 80.000 personnes ont été infectées en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) par le coronavirus depuis le début de l'épidémie.

Dans l'ensemble du monde, l'épidémie a touché plus de 90.000 personnes, dont plus de 3.100 sont mortes.

Réunion du G7 pour trouver une réponse coordonnée

Les banquiers centraux et ministres des Finances du G7 se sont entretenus hier par téléphone pour coordonner leur action face à l'impact du nouveau coronavirus sur la croissance mondiale, indique t-on au département américain au Trésor.

Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, et le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell «dirigeront une réunion téléphonique avec leurs homologues du G7 mardi matin», heure de Washington, a indiqué lundi une porte-parole du Trésor.

Les Etats-Unis président cette année le groupe des sept pays les plus riches de la planète, Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni. «Nous aurons cette semaine une réunion par téléphone - parce qu'il faut éviter de trop se déplacer - des ministres du G7 pour coordonner leurs réponses», a affirmé lundi le ministre français, Bruno Le Maire, qui s'était entretenu la veille avec Steven Mnuchin.

«Nous aurons aussi une réunion des ministres des Finances de la zone euro pour coordonner nos réponses», a-t-il ajouté. «Il y aura une action concertée», a-t-il assuré. Le président de l'Eurogroupe, le Portugais Mario Centeno a annoncé, sur son compte Twitter, que la réunion aurait lieu mercredi par téléphone.

Bahreïn confirme 6 nouveaux cas de coronavirus

Le ministère de la Santé de Bahreïn a confirmé six nouveaux cas de contamination au COVID-19, portant à 47 le nombre total de cas confirmés dans le pays. Les six nouveaux cas comprennent cinq citoyens de Bahreïn et un ressortissant saoudien, qui sont arrivés dans le pays depuis l'Iran à bord de vols non directs, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les six nouveaux cas ont été transférés dans le centre d'isolement désigné de Bahreïn, où ils sont actuellement soignés, ajoute le communiqué.

Le ministère a également expliqué que 1.977 personnes récemment revenues d'Iran ou d'autres pays avaient au total été testées, parmi celles-ci, 1.930 ont été testées négatives pour le coronavirus, et les 47 autres positives.

Le ministère de la Santé a annoncé le lancement d'un portail d'enregistrement en ligne pour faciliter la planification des examens médicaux destinés aux personnes rentrées d'Iran le mois dernier.

Une ligne rouge a également été mise en place pour aider les voyageurs rentrés d'Iran le mois dernier à prendre rendez-vous à l'hôpital.

IRAN

Le bilan du nouveau coronavirus s'alourdit à 77 morts

Le nouveau coronavirus a fait 11 morts supplémentaires en Iran, qui portent à 77 le nombre de personnes décédées de la maladie dans le pays, a annoncé hier le vice-ministre de la Santé Aliréza Raïssi.

Au total, 2.336 personnes ont été contaminées depuis l'apparition de la maladie en Iran, a annoncé M. Raïssi lors du point de presse quotidien de son ministère sur l'épidémie. Entre lundi et mardi 835 personnes de plus

ont été testées positives au Covid-19, selon la même source. Un précédent bilan des décès liés au nouveau coronavirus a fait état de 66 morts.

L'Iran est l'un des pays les plus touchés par l'épidémie de pneumonie virale après la Chine.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a envoyé lundi une première équipe de médecins et plusieurs tonnes de matériel médical en Iran.

Le Maroc annonce un premier cas du nouveau coronavirus

Le ministère marocain de la Santé a annoncé avoir enregistré, lundi soir, un premier cas du nouveau coronavirus Covid-19, soulignant qu'il s'agit d'un Marocain revenant d'Italie.

«Dans le cadre du dispositif de veille et de surveillance épidémiologique et en exécution de sa politique de communication, le ministère de la Santé annonce à l'opinion publique qu'un premier cas du nouveau coronavirus a été enregistré et confirmé au laboratoire de

l'Institut Pasteur-Maroc d'un citoyen marocain en provenance d'Italie, et ce en début du soir de ce lundi», a indiqué le ministère dans un communiqué.

Un total de 125 nouveaux cas de contamination par le coronavirus a été recensé mardi en Chine continentale, où est apparue l'épidémie en décembre 2019.

Le Covid-19 a fait 31 nouveaux décès, tous dans la province du Hubei, portant le bilan de l'épidémie à 2.943 dans l'ensemble du

pays, indique t-on de même source.

Depuis plusieurs jours, l'épidémie semble faiblir en Chine, où des mesures de quarantaine draconiennes visent plus de 50 millions de personnes. Quelque 80.000 personnes ont été infectées en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) par le coronavirus depuis le début de l'épidémie.

Dans l'ensemble du monde, l'épidémie a touché plus de 90.000 personnes, dont plus de 3.100 sont mortes.

ÉTATS-UNIS

Un traitement pourrait être disponible d'ici l'été

Un traitement médical contre le nouveau coronavirus pourrait être disponible «d'ici l'été ou le début de l'automne», a affirmé lundi le vice-président américain Mike Pence, qui coordonne la lutte contre l'épidémie aux Etats-Unis.

«Les traitements thérapeutiques pour apporter un réconfort aux gens qui contractent le coronavirus pourraient être disponibles d'ici l'été ou le début de l'automne», a-t-il affirmé lors d'un point-presse, ajoutant qu'un vaccin contre la maladie «pourrait ne pas être disponible avant la fin de l'année ou le



début de l'année prochaine». Les premiers essais cliniques pour un vaccin pourraient avoir lieu «dans les six prochaines semaines», a dit le vice-président. Le médicament remède, un antiviral du laboratoire américain Gilead, a déjà été utilisé pour soigner deux patients aux Etats-Unis et en France.

L'équipe médicale ayant traité le patient en France à la mi-février avait alors qualifié le traitement, administré par voie intraveineuse, de «prometteur» car il «agit directement sur le virus pour empêcher sa multiplication».

10 ASTUCES POUR MANGER À SA FAIM

Facile d'identifier la faim et de céder à la gourmandise. Beaucoup moins facile d'arrêter de manger une fois l'appétit repu. Heureusement, grâce à quelques bons réflexes, cela peut s'appréhender. La preuve par dix.



Reconnaître les signes de la satiété

Reposer ses couverts toutes les deux ou trois bouchées, ne pas regarder la télévision en mangeant, ressentir la faim avant d'avaler quoi que ce soit... Autant de conseils qu'on a déjà entendus mille fois et qu'on a tenté d'adopter. Mais dans les faits, on ne parvient pas toujours à résister à une énième envie de se resservir, ou à du chocolat après être sortie de table. Résultat, on se sent lourde, et (souvent), on culpabilise. Et si on en finissait une bonne fois pour toutes, avec ces yeux plus grands que le ventre ?

Si vous sortez de table avec un poids sur l'estomac en vous plaignant d'avoir trop mangé, c'est que vous avez dépassé votre seuil de satiété. Pour vous arrêter à temps, entraînez-vous à repérer le moment où le plaisir de manger commence à décliner (mécanisme de l'alliesthésie). Ceci inclut que la satiété n'est pas loin.

On mange ce qu'on aime

Choisir des haricots verts alors que l'on rêve d'un plat de lasagnes, sous prétexte que c'est « mieux pour la ligne » ? Pas forcément une bonne idée. « La satiété naît aussi de l'adéquation entre ce que l'on mange et notre état psychologique », assure le Dr Aline Requin Corcelle, médecin nutritionniste. Le meilleur compromis consiste donc à prendre juste une part de lasagnes, qui satisfèrent vraiment votre envie, plutôt que d'avaler des haricots verts et compenser sa frustration avec la corbeille de pain, un énorme dessert, ou encore en grignotant toute l'après-midi.

On n'attend pas la dernière minute

Vous sentez que vous avez très faim mais vous voulez terminer le dossier en cours

avant d'aller déjeuner ? Mauvaise idée, vous risquez de vous précipiter sur la nourriture, de faire les choix les plus roboratifs et de dépasser votre seuil de satiété. Un conseil également valable lorsque vous êtes invitée. « Il suffit d'anticiper en mangeant un yaourt ou une tranche de jambon deux heures avant. Vous limiterez ainsi les excès, notamment à l'apéritif, et serez plus vite rassasiés », préconise Raphaël Gruman, diététicien nutritionniste.

On utilise une petite assiette

« Mieux vaut une petite assiette bien pleine plutôt qu'une grande assiette à moitié vide, ajoute Aline Requin Corcelle. Il est prouvé que cette illusion d'optique vous aidera à atteindre plus vite votre seuil de satiété ». Mais qui dit petite ne veut pas dire triste. Préparez-vous une belle assiette, bien colorée, appétissante, sur une jolie table. « Tous les sens participent au rassasiement », assure la nutritionniste.

On ne grignote pas toute la journée

« Les personnes qui mangent tout le temps finissent par perturber leurs sensations de faim mais aussi de rassasiement », prévient Raphaël Gruman. En l'absence de repères fixes, ici, les horaires des repas, difficile de ressentir ou de contrôler quoi que ce soit. « Sans compter que le risque de stocker n'est pas négligeable, l'organisme étant obligé de fabriquer de l'insuline à chaque fois », poursuit notre spécialiste.

On mange assis, à table

Avaler un sandwich sur un coin de bureau, diné devant la télé, lire un journal pendant le déjeuner... Rien de tel pour

ingurgiter plus de nourriture que nécessaire. « Lorsque le cerveau est absorbé par une tâche autre que celle de manger, il ne lui est pas possible d'envoyer de message de satiété pour arrêter de s'alimenter », explique Raphaël Gruman.

On ne mange pas au lancement

Ce conseil semble battu et rebattu, pourtant il est bien crucial. Plus vous mangez vite, plus vous mangez en quantité. « La satiété est basée sur des phénomènes physiologiques incontournables », rappelle Aline Requin Corcelle. Il faut 20 minutes environ pour que les messages neuroendocriniens émis lors de l'arrivée des aliments dans l'estomac arrivent jusqu'à au cerveau. Or, 20 minutes peuvent sembler longues, surtout quand l'on mange seul. « Diminuez alors par deux la taille de vos bouchées et prenez le temps d'observer votre assiette, d'identifier les ingrédients », suggère la nutritionniste. Au besoin, n'hésitez pas à faire une pause au milieu du repas.

On boit entre les plats

Boire de l'eau à table n'a jamais fait grossir personne. Au contraire. « L'hydratation procure une belle sensation de satiété », assure Raphaël Gruman. Un à deux verres d'eau pendant le repas augmentent le volume dans l'estomac, sans supplément calorifique, et procurent une sensation de satiété plus rapide ». Note bene : avec les boissons chaudes comme le thé et les eaux gazeuses, ça marche encore mieux.

On joue la carte de la diversité

Une salade-repas à midi, un plat de pâtes le soir... La formule « plat unique » n'est pas forcément satisfaisante pour notre cerveau. « Normal, commente Raphaël Gruman. Plus

il y a de nutriments différents lors d'un même repas, plus la sensation de satiété va être durable. L'organisme met en effet davantage de temps à assimiler un mélange d'aliments ». On compose donc ses menus avec une entrée de crusdits, même en petite portion, une viande ou un poisson (les protéines ont un effet prouvé sur la satiété), on compose la garniture avec un mélange de légumes et un féculent, et on finit avec une salade de fruits. Et dès que c'est possible, on ajoute un maximum d'herbes ciselées, quelques éclats d'oléagineux, de dés de fruits ou de légumes crus sur le plat...

On n'écarte pas les féculents

Ne confondez pas satiété et fragilité. « Il ne s'agit pas sortir de table en ayant encore un peu faim. Le risque, c'est de craquer une heure après pour un produit dense et généralement calorique », prévient Raphaël Gruman. Même si vous êtes au régime, ne laissez pas les féculents (ils doivent représenter le tiers de votre assiette, les deux autres tiers étant représentés par une protéine et des légumes verts), au lieu de vous servir une immense une plateau de crusdits qui vous laissera de toute façon sur votre faim.

On termine par une note sucrée

« Le salé ouvre l'appétit tandis que le sucré le coupe », explique Raphaël Gruman. Le sel rehaussant le goût des aliments, on a tendance à se resservir. Le sucre quant à lui provoque une sécrétion d'insuline qui augmente le taux de leptine, l'hormone de la satiété. Que cela ne soit pas un prétexte pour vous offrir une part de St-Honoré à la fin de chaque repas. Mais terminer sur un fruit, au lieu de vous arrêter après le plat principal, c'est une bonne technique pour quitter la table l'estomac tranquille.

Les probiotiques sont bons contre l'hypertension



La consommation régulière de probiotiques, la bonne bactérie présente dans les yaourts, le lait et le fromage, pourrait aider à réduire la tension artérielle, selon une étude.

Mangez des yaourts pendant deux mois, cette cure pourrait bien réduire votre tension artérielle. Jing Sun, chercheur à la Griffith University School of Medicine à Queensland, en Australie, pense que le potentiel des probiotiques (déjà conseillé pour les intestins irritables) est encore trop inexploité, particulièrement dans la lutte contre l'hypertension. "Le défi actuel est de convaincre les médecins et les patients d'intégrer les probiotiques dans leur vie quotidienne", explique-t-elle citée par Fox news.

Les probiotiques peuvent contribuer à réduire l'hypertension mais ne peuvent en aucun cas remplacer les médicaments hypertenseurs, prend soin de préciser la scientifique dans la revue spécialisée Hypertension.

Cette méta-analyse australienne a analysé les données de neuf essais menés auprès de 543 participants pendant trois à neuf semaines.

Son objectif : évaluer les bénéfices éventuels de la consommation de probiotiques (yaourts, lait fermenté, fromage, suppléments ou boissons 'probiotiques' sur la pression artérielle.

Les résultats montrent que les effets bénéfiques de la consommation de probiotiques se fait sentir à partir de huit semaines à condition de consommer plusieurs sources de probiotiques. Même si la réduction reste modérée elle reste suffisamment intéressante pour les personnes souffrant d'hypertension artérielle.

Manger des chips version light, c'est mieux !

PAS FRANCHEMENT DIÉTÉTIQUEMENT CORRECTES, MAIS TELLEMENT CONVIVIALES À L'HEURE DES PIQUE-NIQUES D'ÉTÉ... FAISONS-NOUS PLAISIR, MAIS CHOISSISSONS-LES NON AROMATISÉES, MIEUX ENCORE, AUX LÉGUMES OU ALLÉGÉES.

Les chips sont des pommes de terre coupées en fines rondelles, frites à l'huile et salées. En moyenne, elles contiennent 35 % de lipides et apportent 530 Cal/100 g. A partir de là, les fabricants proposent de nombreuses déclinaisons : les super craquantes (striées et plus épaisses), celles dites « à l'ancienne » (plus fines et légèrement plus grasses), les allégées en matières grasses (avec en moyenne 25 % de lipides et 480 Cal/100 g) et toute une série de saveurs : poulet, vinaigre, paprika, moutarde, barbecue...

On regarde de près les étiquettes

Vérifiez qu'elles ne contiennent pas d'huile de palme. «La grande majorité des chips sont aujourd'hui fabriquées avec de l'huile de tournesol, mais on en trouve encore avec de l'huile de palme (parfois cachée sous la mention huile végétale) dans les marques discount», note la diététicienne Florence Foucaut, porte-parole de l'association française des diététiciens nutritionnistes (Afdn).

On préfère les versions les plus simples. Les chips aux pommes de terre, huile et sel, plutôt que «les chips aromatisées qui contiennent souvent des ingrédients peu recommandables : arômes artificiels, sucre «caché» comme le dextrose, exhausteurs de goût comme le glutamate...

Les additifs ne posent pas de problème en petites quantités, mais il faut faire attention au cumul, car on les trouve dans beaucoup d'aliments industriels», souligne notre expert. Les chips allégées «côté calories, elles contiennent en moyenne 70 Cal de moins aux 100 g.

Les chips aux légumes (carotte, panais, betterave...) sont souvent un peu moins calo-



riques (450 Cal/100 g en moyenne) et moins salées, c'est intéressant. Les chips à base de farine de pommes de terre, voire d'autres farines comme celles de soja, riz ou tapioca sont réalisées par «cuisson extrusion».

«Ce procédé permet d'obtenir des chips beaucoup moins grasses», explique Florence Foucaut.

Elles affichent moins de 10 % de lipides et moins de 400 Cal/100 g, mais ces chips sont aussi plus salées (2 % en moyenne), car il faut bien parler à la réduction de matières grasses qui apportent du goût...

On a la main légère

Du fait de leur richesse en matières grasses et en sel (1,5 % en moyenne), les chips sont des aliments «plaisir» à consommer occasionnellement. «Il faut éviter de les picorer en en-cas, car elles apportent alors des calories qui viennent s'ajouter à celles de la journée», recommande Florence Foucaut. Le mieux est de les consommer dans le cadre d'un repas, lors d'une pause déjournée au parc ou d'un pique-nique par exemple. Les petits paquets individuels sont une bonne option pour celles qui ont du mal à arrêter une fois le paquet ouvert...

MINCEUR : TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA FAIM

Un petit creux, une grosse fringale, une envie irrésistible de chocolat ou d'un steak saignant... Votre ventre fait la loi ? Faites le point sur la faim.

La vraie faim c'est :

Un besoin interne de recharger le corps en calories et énergie. Quand la glycémie, le taux de sucre dans le sang diminue, le cerveau perçoit un manque de carburant. La faim peut s'exprimer par un creux dans le ventre, des gargouillis. Elle peut aussi entraîner des maux de têtes, et des troubles de la concentration. Dès que vous commencez à manger, la faim diminue progressivement.

La fausse faim c'est :

Une envie compulsive de manger et souvent le même type d'aliments (des gras et sucrés). Cette « fausse » faim permet de compenser une émotion, un stress. Quand la faim fausse vous appelle, demandez-vous si vous



n'avez envie de manger que du sucré. Si la réponse est positive, il s'agit sûrement d'une fausse. Respirez et faites-vous plaisir autrement qu'en mangeant.

La satiété :

Si vous avez écouté votre corps, et si vous sentez des sensations alimentaires,

l'heure du dîner est un moyen simple de rééquilibrage alimentaire.

Les éléments qui perturbent la faim :

Mais il n'est pas forcément évident d'être en totale harmonie avec notre corps. Différents éléments perturbent nos sensations. Les mauvaises habitudes alimentaires (ne pas savoir prendre son temps pour se nourrir, regarder la télé, craquer pour de la junk food), les règles familiales (éducations alimentaires rigides) dérèglent la faim et les envies. Sans parler des régimes, la pire attitude pour développer des troubles du comportement. Vous ne mangez plus par nécessité interne mais en interdisant certains aliments (qui font soit-disant grossir).

Cette restriction déclenche souvent des crises de boulimie, et des comportements alimentaires compulsifs.

CRISE LIBYENNE

M. Salamé demande au SG de l'ONU de le décharger de sa mission en Libye

Le chef de la mission d'appui des Nations unies (Onu) en Libye (Manul), Ghassan Salamé, a annoncé lundi avoir demandé au secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, de le décharger de sa mission, pour des raisons de «santé», dans un texte publié sur son compte twitter.

«J'ai œuvré, durant plus de deux ans, pour unifier les Libyens, arrêter l'ingérence étrangère et préserver l'unité du pays (...) étant donné que ma santé ne me permet plus de subir un tel rythme, j'ai demandé au SG de l'ONU de me décharger de ma mission...», a indiqué M. Salamé dans son tweet.

La démission de M. Salamé, qui souhaite «paix et stabilité» à la Libye, intervient au lendemain d'un premier cycle de pourparlers politiques libyens achevé vendredi dernier à Genève «sans résultat», avec la participation d'une partie des délégués.

M. Salamé a confié que les participants à Genève avaient eu trois jours de «discussions fructueuses» qui ont réussi à planifier un ordre du jour et des termes de référence pour la prochaine série de pourparlers sans aucune mesure concrète vers un cessez-le-feu.

L'Envoyé de l'ONU, s'est dit, toutefois, «surpris» d'apprendre, le premier jour des pourparlers, que six des 13 représentants du Haut Conseil d'Etat en Libye sont repartis en disant qu'on leur avait demandé de le faire.

«Cependant, ceux qui sont restés ont décidé que l'occasion était trop rare et précieuse et que, par conséquent, les pourparlers politiques devaient commencer avec ceux restés à Genève», a dit M. Salamé.

Par ailleurs, les parties libyennes s'étaient engagées dans des discussions dans le cadre du Comité militaire conjoint (MJC), appelé 5+5, chargé d'examiner les modalités de respect du cessez-le-feu et sa transformation en une trêve durable.

Une démission au lendemain de pourparlers libyens «sans résultat»

La démission lundi, pour des raisons de «santé», du chef de la mission d'appui des Nations unies (Onu) en Libye (Manul), Ghassan Salamé, intervient au lendemain du premier cycle de pourparlers politiques libyens, achevé vendredi dernier à Genève «sans résultat», avec la participation d'une partie des délégués. M. Salamé avait confié que les participants avaient eu, à Genève, trois jours de «discussions fructueuses» qui ont réussi à planifier un ordre du jour et des termes de référence pour la prochaine série de pourparlers sans aucune mesure concrète vers un cessez-le-feu. Les pourparlers politiques libyens qui se sont tenus sous l'égide de l'ONU avaient été lancés mercredi dernier, sans la participation des belligérants (le maréchal Khalifa Haftar et le gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez el-Sarraj) mais en présence d'une vingtaine de personnalités indépendantes et des acteurs de la société civile.

L'Envoyé de l'ONU, s'est dit, toutefois, «surpris» d'apprendre, le premier jour des pourparlers, que six des 13 représentants du Haut Conseil d'Etats sont repartis en disant qu'on leur avait demandé de le faire.

«Cependant, ceux qui sont restés ont décidé que l'occasion était trop rare et précieuse et que, par conséquent, les pourparlers politiques devaient commencer avec ceux restés à Genève», selon M. Salamé.

Par ailleurs, les parties libyennes s'étaient engagées dans des discussions dans le cadre du Comité militaire conjoint (MJC), appelé 5+5, chargé d'examiner les modalités de respect du cessez-le-feu et sa transformation en une trêve durable.

Le chef de la Manul, qui a annoncé avoir demandé au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de le décharger de sa mission, pour des raisons de «santé», dans un texte publié sur son compte twitter. «J'ai œuvré, durant plus de deux ans, pour unifier les Libyens, arrêter l'ingérence étrangère et préserver l'unité du pays (...) étant donné que ma santé ne me permet plus de subir un tel rythme, j'ai demandé au SG de l'ONU de me décharger de ma mission...», a indiqué M. Salamé, qui occupe son poste depuis juin 2017, après avoir succédé à l'allemand Martin Kobler.

SAHARA OCCIDENTAL

Les assemblées d'Alava appellent l'Espagne à reconnaître la RASD

Les Assemblées générales de la province autonome d'Alava (Espagne) ont une nouvelle fois réaffirmé leur soutien ferme à la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance, appelant le gouvernement espagnol à reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Dans une Déclaration institutionnelle, à l'occasion de la célébration du 44ème anniversaire de la proclamation de RASD, à envoyer à plusieurs organisations internationales, le Conseil dénonce qu'«après 44 ans d'occupation marocaine du Sahara occidental et de lutte du peuple sahraoui, le conflit n'est toujours pas résolu». Dans ce contexte, souligne la Déclaration, «les mesures prises par les Nations unies pour débloquent les pourparlers entre les parties au conflit, le Front Polisario et le Royaume du Maroc, paralysés depuis plus de sept ans, ont été frustrés par la démission de l'Envoyé personnel du secrétaire général, M. Köhler en raison de l'attitude intransigeante et du chantage permanent du Maroc et de l'inaction des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU». «Nous assistons à un moment très complexe qui menace la voie pacifique et vise à saper la patience du peuple sahraoui et du Front Polisario et à imposer une politique de faits accomplis, qui contredit l'Arrêt de la Cour de justice européenne, qui a statué que la prétendue souveraineté du Royaume de Le Maroc sur le Sahara occidental n'est reconnue ni par l'Union européenne, ni par ses Etats membres ni, plus généralement, par l'ONU», a-t-on soutenu.

«Aujourd'hui, un cycle s'ouvre dans lequel l'inaction face aux violations flagrantes marocaines du droit international et à la collaboration politique et économique avec la puissance occupante, le Maroc, ne peut rester impunie», a encore dénoncé la Déclaration, insistant qu'«aujourd'hui, plus que jamais, il est temps d'exiger que l'Espagne et l'Union européenne

assument leurs responsabilités dans le conflit. Surtout dans le cas de l'Etat espagnol, qui a le statut de puissance administrante du dernier territoire africain en attente de décolonisation, le Sahara occidental».

Le Front Polisario, l'unique représentant légitime du peuple sahraoui

Les Assemblées générales de la province autonome ont tenu à réaffirmer dans la Déclaration que le Front Polisario est le représentant légitime et unique du peuple sahraoui, ainsi reconnu par l'ONU et la communauté internationale.

«Encore une fois, nous soulignons que la présence marocaine au Sahara occidental est illégale et qu'elle ne peut avoir des effets juridiques ou politiques qui portent atteinte au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», a-t-on ajouté, rappelant que «le Sahara occidental est un territoire non autonome soumis au droit international qui n'a jamais appartenu au Royaume du Maroc et nous demandons donc que l'occupation illégale du Sahara occidental cesse et permette l'exercice du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Elles ont également dénoncé le pillage par le Maroc des ressources naturelles sahraouies, tout en exhortant «les parties intéressées (entreprises et pays) à engager des négociations avec les représentants légitimes du peuple sahraoui (Front Polisario)».

«Nous demandons instamment à l'ONU de promouvoir sans plus attendre la solution juste et définitive du conflit au Sahara occidental, solution qui passe par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui par la te-



nie du référendum», a-t-on encore exigé. Compte tenu de la gravité de la situation au Sahara occidental occupé, les représentants des Assemblées ont indiqué que «la MINURSO doit étendre ses fonctions et ses tâches au Sahara occidental. Par conséquent, nous demandons instamment à l'ONU de donner à la Mission le pouvoir de surveiller et de protéger les droits de l'Homme de la population sahraouie dans les territoires occupés par le Maroc». «Nous demandons à l'Union européenne d'appliquer la clause relative aux droits de l'Homme établie dans l'accord préférentiel avec le Royaume du Maroc».

L'Etat espagnol appelé à assumer ses responsabilités

Abordant la responsabilité juridique, historique et politique de l'Etat espagnol face à la situation au Sahara occidental, les signataires ont demandé au gouvernement espagnol de «donner un statut diplomatique à la Représentation du Front Polisario en Espagne, en tant que représentant unique et légitime du peuple sahraoui, ainsi reconnu par l'ONU. De même à la reconnaissance de la

RASD». Ils ont également appelé Madrid à «déclarer l'obligation, pour les entreprises publiques et privées, du respect et de l'application des arrêts de la Cour de justice de l'UE qui établissent la base sur laquelle convenir avec le peuple sahraoui de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles dans le Territoire, maritime et terrestre du Sahara occidental».

«Nous demandons au royaume du Maroc le respect scrupuleux des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et la cessation des violations des droits subies par la population sahraouie. Et nous vous exhortons également à travailler activement, au sein des Nations unies et de l'Union européenne, afin que la Minurso voit également ses fonctions étendues au suivi et à la sauvegarde du respect des droits de l'Homme au Sahara occidental», lit-on dans la Déclaration. Cette Déclaration institutionnelle sera envoyée au secrétaire général des Nations unies, au Conseil des droits de l'homme, à la Commission européenne, au gouvernement espagnol, à la Maison Royale d'Espagne, à la délégation du Front Polisario à Euskadi et au gouvernement du Maroc.

GUINÉE

Des experts électoraux ouest-africains attendus en Guinée

Des experts électoraux de la Cédéao étaient attendus hier en Guinée, où un référendum constitutionnel et des législatives prévues dimanche dernier ont été reportés après de vives critiques sur le fichier électoral, a-t-on indiqué lundi auprès du ministère des Affaires étrangères. Le président Alpha Condé a annoncé vendredi soir avoir «accepté un report, léger, de la date» du référendum et des législatives, qui font l'objet d'une contestation meurtrière depuis la mi-octobre. Le report «doit être de deux semaines», a-t-il précisé dans une lettre à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

L'organisation internationale de la Francophonie (OIF), accompagnatrice du processus électoral en Guinée, avait jugé «problématiques» près de 2,5 millions de noms d'électeurs figurant sur les listes, avec des doublons et la présence de défunts. Elle avait aussi remis en cause la régularité du référendum et



des législatives et indiqué qu'il lui était «difficile» de continuer sa mission.

Une mission d'experts de la Cédéao en matière électorale «est attendue (mardi)», a indiqué un responsable du ministère des Affaires étrangères.

Depuis mi-octobre, la mobilisation anti-Condé, sous la houlette du Front

national pour la défense de la Constitution (FNDC), donne lieu à des manifestations massives à travers le pays, à des journées villes mortes qui affectent l'économie d'un des pays les plus pauvres de la planète, et à de graves épisodes de brutalité policière. Au moins 30 civils et un gendarme ont été tués depuis lors.

SYRIE: Le chef de la diplomatie de l'UE à Ankara pour des discussions de «haut niveau» sur Idleb

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a programmé à Ankara hier et aujourd'hui des discussions à «haut niveau» sur la situation dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, a annoncé l'UE dans un communiqué.

Accompagné par le commissaire européen à la Gestion des crises, Janez Lenarcic, l'Espagnol échangera avec des responsables turcs sur les «conséquences humanitaires pour la population civile sur le terrain» du conflit en Syrie, «ainsi que de la situation des réfugiés syriens en Turquie».

«Au cours de leur visite à Ankara, ils rencontreront des interlocuteurs de haut niveau des autorités turques», est-il indiqué dans le communiqué, sans autre précision.

Ce déplacement se tient avant une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE jeudi et vendredi à Zagreb, présidée par M. Borrell, pendant laquelle les tensions avec la Turquie et le conflit en Syrie seront à l'ordre du jour. Josep Borrell s'était inquiété vendredi d'un «risque de confrontation militaire internationale majeure» en Syrie.

De son côté, le commissaire Lenarcic poursuivra son séjour en Turquie par une visite des «installations pour réfugiés de Gaziantep (sud-est)». Le président turc Recep Tayyip Erdogan a sommé lundi l'Europe de «prendre sa part du fardeau» dans l'accueil de migrants et des réfugiés de Syrie après leur avoir ouvert les portes vers le Vieux continent dans une tentative d'obtenir davantage



de soutien occidental en Syrie. «Depuis que nous avons ouvert nos frontières, le nombre de ceux qui se sont dirigés vers l'Europe a atteint les centaines de milliers. Bientôt, ce nombre s'exprimera en millions», a affirmé M. Erdogan. Plusieurs milliers de migrants et de réfugiés sont massés le long des 212 km de la frontière terrestre gréco-turque qui borde le fleuve Evros (nommé Meritsa côté turc) dans l'attente de pouvoir passer en Grèce. L'Organisation inter-

nationale des migrations (OIM) a estimé leur nombre à quelque 13.000 ce week-end. Une augmentation des arrivées est également enregistrée par la mer dans les îles de l'Égée, en face de la Turquie. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen est attendue mardi à la frontière grecque avec le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis et les présidents du Conseil et du Parlement européens, Charles Michel et David Sassoli.

TURQUIE/UE : Réunions et rencontres en Europe pour éviter une nouvelle crise migratoire

Une série de réunions et de rencontres de haut niveau sont prévues dans les prochaines heures en Europe, confrontée désormais à un nouveau risque de crise migratoire majeure après la décision de la Turquie d'ouvrir ses frontières à des centaines de milliers de réfugiés et de migrants se trouvant sur son sol.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a sommé lundi l'Europe de «prendre sa part du fardeau» dans l'accueil de migrants et des réfugiés de Syrie après leur avoir ouvert vendredi les portes vers le Vieux continent dans une tentative d'obtenir davantage de soutien occidental en Syrie, où Ankara mène des opérations militaires.

Du côté européen, plusieurs responsables et dirigeants dénoncent «un chantage inacceptable» de la part d'Ankara l'appelant à respecter l'accord visant à empêcher les migrants d'atteindre l'Europe. En attendant, plusieurs rencontres sont programmées notamment au niveau de l'UE qui redoute une crise migratoire similaire à celle de 2015. Ainsi, une réunion extraordinaire des ministres de l'Intérieur du bloc européen a été convoquée pour aujourd'hui à Bruxelles pour aider la Grèce et la Bulgarie après la décision de la Turquie de laisser passer les réfugiés et les migrants.

«La réunion extraordinaire des ministres de l'Intérieur de mercredi sera l'occasion d'adopter des mesures de soutien à la Grèce», a affirmé le vice-président de la Commission européenne Margaritis Schinas sur son compte twitter.

Cette réunion sera suivie demain et vendredi d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Zagreb, (Croatie), présidée par le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, pendant laquelle les tensions avec la Turquie et le conflit en Syrie seront à l'ordre du jour. Borrell était attendu par ailleurs hier à Ankara pour des discussions à «haut niveau» sur la situation dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie. Accompagné par le commissaire européen à la Gestion des crises, Janez Lenarcic, l'Espagnol échangera avec des responsables turcs sur les «conséquences humanitaires pour la population civile sur le terrain» du conflit en Syrie, «ainsi que de la situation des réfugiés syriens en Turquie», selon un communiqué de l'UE.

Pour sa part, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, était hier à la frontière gréco-turque avec les présidents du Conseil et du Parlement européens, Charles Michel et Dav id Sassoli, pour discuter du «défi» auquel la Grèce est confrontée face à l'afflux de réfugiés. «Le défi que doit relever la Grèce est un défi européen», a déclaré au cours d'une conférence de presse Mme von der Leyen. «La Grèce a notre entier soutien», a-t-elle ajouté.

La Grèce «en état d'alerte maximale»

Plusieurs milliers de migrants et de réfugiés sont massés le long des 212 km de la frontière terrestre gréco-turque qui borde le fleuve Evros (nommé Meritsa côté turc) dans l'attente de pouvoir passer en Grèce.

L'Organisation internationale des migrations (OIM) a estimé leur nombre à quelque 13.000 le week-end passé. Une augmentation des arrivées est également enregistrée par la mer dans les îles de l'Égée, en face de la Turquie. De ce fait, la Grèce s'est placée dimanche en état d'alerte «maximale» pour protéger ses frontières et a annoncé que toute nouvelle demande d'asile serait suspendue pour ceux y entrant illégalement.

Face à cette situation, l'Agence européenne de contrôle des frontières Frontex a accepté lundi de lancer une opération rapide de soutien à la Grèce, à la demande d'Athènes. La Bulgarie a également demandé un soutien européen pour faire face aux arrivées de migrants et de réfugiés à sa frontière. Par ailleurs, un appel à «une action urgente» face à «la crise humanitaire sans précédent» a été lancé lundi par le Conseil de l'Europe. «Il est temps d'agir immédiatement et de répondre aux besoins humanitaires et de protection des personnes coincées entre la Turquie et la Grèce», a réclamé la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic.

Plus que tout autre pays au monde, la Turquie accueille sur son sol plus de quatre millions de réfugiés et migrants, en majorité des Syriens. Une délégation de l'ONU s'est rendue lundi dans le nord-ouest de la Syrie où elle a constaté les «graves conséquences humanitaires» des combats en cours à Idleb, soulignant le «besoin urgent» d'aide. Et une rencontre sur ce dossier est prévue jeudi à Moscou entre les présidents russe et turc Vladimir Poutine et Erdogan. Ankara qui menace désormais l'Europe de «millions» de migrants, déplore le manque de soutien de la part de l'Union européenne (UE), qui n'a pas tenu ses promesses d'aider la Turquie à soutenir les migrants, et de prévenir de nouvelles vagues de migration depuis les pays en proie aux conflits, notamment la Syrie. Sur les 6 milliards d'euros promis à la Turquie dans l'accord conclu avec Bruxelles en 2016, 3,2 milliards ont été versés, a-t-on précisé de source européenne. L'argent doit aider Ankara à financer l'accueil des réfugiés, en particulier les Syriens fuyant la crise et à empêcher qu'ils se dirigent vers l'UE.

CORÉE DU NORD Kim Jong-un a «supervisé» un «tir d'artillerie de longue portée»

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a «supervisé» un «tir d'artillerie de longue portée», a annoncé hier l'agence d'Etat nord-coréenne KCNA, après que Pyongyang ait menacé de faire la démonstration d'une nouvelle arme.

Kim «a supervisé» l'exercice lundi, a rapporté KCNA, précisant que «lorsqu'il a donné l'ordre aux unités sous-marines de tirer, les

hommes chargés des pièces d'artillerie de longue portée ont tiré tous ensemble».

La Corée du sud a affirmé lundi que la Corée du Nord avait tiré deux projectiles qui étaient vraisemblablement des missiles balistiques de courte portée, quelques semaines après avoir mis fin à son moratoire sur les essais de missiles longue portée, et menacé de tester une «nouvelle arme stratégique».

Il n'était pas immédiatement clair si les deux événements étaient les mêmes. Les deux engins ont été tirés en direction de l'est, au-dessus de la mer, depuis la région de Wonsan, sur la côte orientale, avait précisé l'état-major interarmes sud-coréen (JCS) dans un communiqué. Les projectiles ont parcouru 240 km à une altitude maximale de 35 km. Il s'agissait «vraisemblablement de missiles

balistiques de courte portée», a déclaré un responsable du JCS.

Ces lancements surviennent alors que les négociations entre Washington et Pyongyang sur les programmes nucléaires et balistiques nord-coréens sont dans l'impasse. La Corée du Nord avait donné aux Etats-Unis jusqu'à la fin de l'année 2019 pour faire de nouvelles propositions.

AFGHANISTAN : Les talibans annoncent mettre fin à la trêve partielle

Les talibans ont annoncé lundi mettre un terme à la trêve partielle instaurée le 22 février et reprendre leur offensive contre les forces de sécurité afghanes, deux jours seulement après la signature d'un accord historique avec les Etats-Unis. Un attentat, non revendiqué, a été rapporté au même moment. L'explosion d'une moto piégée durant un match de football a tué au moins trois civils et en a blessé onze autres, a déclaré Sayed Ahmad Babazai, le chef de la police de la province de Khost (Est). Les trois tués sont trois frères, a indiqué Abdul Fatah Wakman, le président de la fédération de football de Khost. A Washington, le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, a déclaré : «Nous ne savons pas exactement qui est responsable pour l'instant. «Je mets en garde les gens qui pensent qu'il y aura une cessation absolue des violences en Afghanistan», a-t-il ajouté. L'attentat intervient après neuf jours de trêve partielle, durant lesquels le nombre d'attaques s'était effondré en Afghanistan, à la grande satisfaction de la population, qui avait enfin pu respirer après quatre décennies de conflit. La période de réduction des violences «a pris fin et nos opérations vont revenir à la normale», a déclaré lundi Zabihullah Mujahid, le porte-parole des insurgés.

USA-CHINE Washington réduit fortement le personnel des médias d'Etat chinois aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont réduit lundi de près de moitié le nombre de ressortissants chinois autorisés à travailler pour les médias d'Etat de Pékin aux Etats-Unis, en représailles des restrictions imposées à la presse étrangère en Chine.

«Depuis des années, la Chine impose une surveillance, un harcèlement et des intimidations de plus en plus durs sur les Américains et d'autres journalistes étrangers travaillant en Chine», a déclaré dans un communiqué le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

«Nous appelons le gouvernement chinois à confirmer immédiatement ses engagements à respecter la liberté d'expression, y compris pour les membres de la presse», a ajouté le chef de la diplomatie américaine, sans mentionner les expulsions de trois journalistes du Wall Street Journal (WSJ) en février.

Les cinq médias chinois concernés par cette décision ont été classés le mois dernier par Washington comme des missions étrangères et sont désormais considérés comme des organes «de propagande». Ils pourront employer 100 ressortissants chinois au maximum à partir du 13 mars, contre 160 actuellement.

En réduisant le personnel chinois s, Washington souhaite «rétablir une égalité qui n'a que trop tardé», explique M. Pompeo. Cette décision n'est «pas basée sur le contenu produit par ces médias» et les Etats-Unis n'imposent «aucune restriction» sur ce qu'ils publient, affirme-t-il. Le gouvernement chinois a retiré leur carte de presse à trois journalistes du Wall Street Journal accrédités en Chine en représailles à un titre jugé raciste du quotidien américain, une sanction condamnée dans la foulée par Washington.

CHINE

Des astronomes chinois découvrent un nouvel astéroïde qui survolera la Terre

Des astronomes chinois ont récemment découvert un nouvel astéroïde et ont prédit qu'il survolera la Terre au début du mois de mai, rapportait hier l'agence Chine nouvelle.



L'astéroïde, désigné 2020 DM4, a été découvert fin février par l'Observatoire du Mont Pourpre (PMO) de l'Académie des sciences de Chine (ASC). «2020 DM4 s'approche de la Terre. Nous estimons que la distance la plus proche entre l'astéroïde et la Terre serait d'environ 7,35 millions de kilomètres. Il présente une menace potentielle, mais nous n'avons pas à nous en inquiéter», a déclaré Zhao Haibin, chef de l'équipe de recherche du Near-Earth Object Survey Telescope au PMO. Les astronomes ont utilisé le télescope chinois Near-Earth Object Survey, basé à Xuyi, dans la province du Jiangsu

(est), pour étudier en direction de Leo dans la nuit du 26 février, et ont découvert un objet sombre en mouvement, dont la vitesse apparente est très différente de celle d'un astéroïde typique de la ceinture principale. Ils en ont fait état auprès du Centre des Planètes mineures (CPM) de l'Union astronomique internationale et ont partagé l'information avec d'autres pays. Après cela, onze autres télescopes à travers le monde ont suivi et surveillé conjointement l'astéroïde. Sur la base des données d'observation globales, les astronomes ont déterminé l'orbite de 2020 DM4, et le CPM a annoncé le 29 février la décou-

verte de cet astéroïde potentiellement dangereux. La Chine a rejoint le Réseau international d'alerte aux astéroïdes en février 2018, et le CPM fait avancer la construction de son propre réseau de surveillance, d'alerte et d'observation des objets proches de la Terre. Cependant, la capacité de la Chine dans la surveillance et l'alerte d'objets proches de la Terre est encore limitée. La Chine a besoin de développer de plus grands télescopes pour améliorer sa capacité et jouer un rôle plus important dans le domaine de la surveillance et d'alerte précoce internationale des astéroïdes, a déclaré M. Zhao.

USA

Une application de détection de la jaunisse pourrait sauver des vies



Une application pour smartphones qui analyse les yeux des nouveau-nés pourrait bientôt permettre d'identifier, à faible coût, les cas de jaunisse qui nécessitent un traitement, ont rapporté des scientifiques lundi.

La jaunisse, ou icteré, fait jaunir la peau et le blanc des yeux. La maladie tue 114.000 nourrissons par an et en handicape 178.000. Une nouvelle étude pilote, dirigée par des chercheurs au Royaume-Uni, pour-

rait éviter beaucoup de ces décès, qui surviennent aux trois quarts en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

«Dans de nombreuses régions du monde, les sages-femmes et les infirmières évaluent la jaunisse à l'oeil nu. Ce n'est pas fiable, surtout pour les bébés à la peau foncée», a expliqué le chercheur principal de l'étude Terence Leung, du département de physique médicale et d'ingénierie biomédicale de l'University College London (UCL). «Notre méthode, basée sur l'utilisation de smartphones, fournirait une évaluation plus rigoureuse, garantissant que les cas graves ne passent pas inaperçus. Nous attendons encore les résultats d'une étude plus poussée, mais nous croyons que cette technique pourrait aider à prévenir la mort de nouveau-nés dans le monde entier», a-t-il déclaré.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger

Circonscription Administrative de Dar El Beida
Commune de Dar El BeidaA Monsieur le Gérant De l'entreprise Sarl El Ikama El Asria
-Cité 1100 Logements Bâtiment 36 BP 27 H Dar El Beida Alger-
N° 132 Bis /ST/ DAR EL BEIDA2^{ème} MISE EN DEMEURE
AVANT RESILIATION

Objet : A/S du marché des travaux de réhabilitation de deux écoles - Commune de Dar El Beida- en deux lots distincts / lot 01 : Ecole les Rosiers Localité El Hamiz

-En application des dispositions de l'article 149 et 150 du décret présidentiel n° :15/247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ainsi que de l'arrêté du ministère des finances du 28 Mars 2011 fixant les mentions à porter dans la mise en demeure et les délais de sa publication.

-Vu le marché des travaux de réhabilitation de deux écoles - Commune de Dar El Beida- en deux lots distincts / lot 01 : Ecole les Rosiers Localité El Hamiz, approuvé le 22/11/2017, visa n°: 28/2017 du 29/11/2017, conclu avec l'entreprise SARL / EL IKAMA EL ASRIA et de l'ordre de service de démarrage des travaux établi le 26/09/2018 et notifié par l'entreprise en date du 10/10/2018.

-Considérant la 1^{ère} mise en demeure notifiée à l'entreprise SARL / EL IKAMA EL ASRIA par lettre recommandée avec accusé de réception et publiée dans les quotidiens Essaut El Akher du 01 / 02 / 2020 et Algérie Confiances du 01/02 /2020.

-Considérant qu'à ce jour l'entreprise SARL / EL IKAMA EL ASRIA ne s'est pas manifesté pour satisfaire aux dispositions de la 1^{ère} mise en demeure citée .

-De ce fait l'entreprise Sarl El Ikama El Asria , ayant son siège social à Cité1100Logements Bat 36 BP27 H -Dar El Beida -ALGER- , est mise en demeure pour la deuxième et dernière fois de terminer les travaux restants et de livrer le projet dans les plus brefs délais.

-Un délai de huit (08) jours, vous est accordé pour satisfaire aux dispositions de la présente mise en demeure à partir de la première parution sur les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, dépassé ce délai la commune se verrait dans l'obligation de prendre toutes les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur et définies dans le marché, notamment la résiliation unilatérale du marché aux torts exclusifs de l'entreprise sans aucun autre préavis.

DK NEWS

Anep : 2016004751 du 04/03/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

En application de l'article 52 et 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, la Direction de la Jeunesse des Sports et des Loisirs de la Wilaya d'Alger informe l'ensemble des soumissionnaires avant participés à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 32/2019 relatif au REALISATION D'UNE SALLE OMS A EL MADANIA.

Que le marché est attribué provisoirement à : SARL DEFI CONSTRUCTION

N° de NIF de la DJSL : 411029000016098
N° de NIF DE L'ENTREPRISE: 001216098570797

SOUSSIONNAIRE	Délai	Montant avec rabais	Montant après correction	Note Technique	Observations
SARL DEFI CONSTRUCTION	24 mois	264.910.644,91 DA	265.010.376,43 DA	57.5/60	Offre la moins disante

Les autres soumissionnaires intéressés sont invités dans un délai de 03 jours de la 1^{ère} publication de l'attribution provisoire du Marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution auprès de la commission des marchés de la Wilaya d'Alger (article 173 et 184 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015).

DK NEWS

Anep : 2016004770 du 04/03/2020

63^E ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE MOHAMED LARBI BEN M'HIDI : "Le film consacré à la vie du chahid en phase de finalisation"

Le ministre des Moudjahidine et Ayants droit, Tayeb Zitouni, a affirmé hier à Oum El-Bouaghi, que "le film en cours de réalisation consacré à la vie du martyr Mohammed Larbi Ben M'hidi (1923-1957) est en phase de finalisation".

"L'œuvre cinématographique a été au centre d'intenses débats", a souligné le ministre dans une déclaration à la presse au douar Kouahi (Ain M'hila), région natale du chahid, au cours de sa deuxième journée de travail dans la wilaya, à l'occasion de la commémoration du 63^e anniversaire de la mort du chahid.

Il a fait savoir que "les membres du comité de lecture du film ainsi que le conseil scientifique se sont récemment réunis avec le réalisateur pour se mettre définitivement d'accord à son sujet".

Le ministre des Moudjahidine s'est également engagé pour que "l'avant-première du film dédié au chahid Larbi Ben M'hidi aura lieu à Oum El-Bouaghi, sa wilaya natale".

En réponse aux questions des journalistes concernant la récupération des archives et les sujets d'ordre historique, en instance avec la partie française, M. Zitouni a expliqué que "tous les dossiers sont en suspend et des négociations seront entamées à ce sujet là où elles ont été inter-



rompues précédemment et le peuple algérien sera informé des nouvelles évolutions du dossier par le biais des médias".

Auparavant, le ministre a donné au chef-lieu de wilaya le coup d'envoi du semimaratton national, avec la participation

de plus de 200 coureurs. M. Zitouni poursuivra sa visite dans la wilaya en présidant l'ouverture des travaux du deuxième colloque international sur la vie du chahid, intitulé "Mohamed Larbi Ben M'hidi (1923/1957), parcours d'un héros".

NICARAGUA:

Décès d'Ernesto Cardenal, poète révolutionnaire

Le poète, prêtre et militant nicaraguayen Ernesto Cardenal, figure de la révolution sandiniste et de la théologie de la libération, est décédé dimanche à l'âge de 95 ans, a annoncé son assistante.

«Il est mort aujourd'hui. Il s'en est allé dans une paix absolue, il n'a pas souffert», a déclaré Luz Marina Acosta, collaboratrice depuis plus de quarante ans de Cardenal, citée par l'agence AFP. Hospitalisé depuis deux jours, a succombé à un arrêt cardiaque, a-t-elle précisé.

Le président Daniel Ortega, qui fut son compagnon d'armes au sein du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) pendant la révolution, a aussitôt décrété trois jours de deuil



national au Nicaragua. Né le 25 janvier 1925 à Granada, près de la capitale Managua, Cardenal avait été ordonné prêtre en 1965. Embrassant la théologie de la libération,

il avait participé à la révolution sandiniste qui en 1979 avait abouti à la chute du régime autoritaire d'Anastasio Somoza. Devenu ministre de la Culture dans le premier gou-

vernement du FSLN, il avait été publiquement réprimandé par Jean Paul II sur le tarmac de l'aéroport de Managua à son arrivée en 1983 pour une visite officielle. Ernesto Cardenal avait pris ses distances avec Daniel Ortega et quitté le FSLN en 1994.

Il était l'auteur de plusieurs ouvrages poétiques comme «Hora Cero» («L'Heure zéro»), «Oracion por Marilyn Monroe y otros poemas» («Prière pour Marilyn Monroe et autres poèmes») et surtout «El Evangelio de Solentiname» («L'Évangile de Solentiname»), écrit au sein d'une célèbre communauté de pêcheurs et d'artistes qu'il avait fondé dans les îles Solentiname, au milieu du lac Cocibolca.

ÉTATS-UNIS

«Invisible Man» en tête du box-office nord-américain

Ils sont nombreux à être allés chercher l'«Invisible Man» dans les salles des États-Unis et au Canada ce week-end, propulsant le long-métrage à la tête du box-office nord-américain. Le film, adapté du célèbre livre de H.G. Wells, a engrangé 28,9 millions de dollars de recettes de vendredi à dimanche, selon des chiffres provisoires publiés dimanche par la société spécialisée Exhibitor Relations. Bien accueilli par la critique américaine, il raconte l'histoire d'une jeune femme (Elisabeth Moss) dont le petit ami (Oliver Jackson-Cohen) semble venir la hanter après son suicide présumé. A la deuxième place, on retrouve «Sonic», le long-métrage dédié à la boule bleue du groupe japonais Sega, l'un des personnages de jeux vidéo les plus célèbres au monde, avec 16 millions de dollars, et un total de 128,2 millions en 3 semaines. Troisième, «L'Appel de la forêt» avec 13,2 millions. Le film, dans lequel joue Harrison Ford, est librement adapté du classique



de Jack London. Il a réalisé 45,8 millions de dollars de recettes au box-office nord-américain en deux semaines. «My Hero Academia 2», film manga japonais, suite des aventures de l'adolescent Izuku Midoriya, est quatrième avec 5,1 millions sur le premier week-end de sortie et 8,5 millions en comptant les avant-premières. Cinquième, toujours en bonne place pour sa septième semaine sur les écrans, «Bad Boys for Life», troisième opus de la célèbre saga policière teintée d'humour avec Will Smith, avec 4,3 millions de dollars et 197,3 mil-

lions au total.

Voici le reste du Top 10:

6- «Birds of Prey»: 4,1 millions (78,7 millions de dollars en 4 semaines)

7- «Impractical Jokers: The Movie»: 3,5 millions (6,6 millions en 2 semaines)

8- «1917»: 2,6 millions (155,8 millions en 10 semaines)

9- «The Boy, la malédiction de Brahms»: 2,6 millions (9,7 millions en 2 semaines)

10- «Nightmare Island»: 2,3 millions (24 millions en 3 semaines).

APS

JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES NATIONALES DU COURT MÉTRAGE AMATEURS:

2 ateliers de formation sur l'écriture du scénario et la réalisation cinématographique

Plus de 50 jeunes amateurs du 7^e Art participent, lundi, à deux ateliers de formation sur "l'écriture du scénario" et "la réalisation cinématographique", dans le cadre des journées cinématographiques nationales du court métrage amateurs, organisées à la maison de culture "Mustapha Khalef" de Saïda, en coordination avec la coopérative artistique "El-Djouhara".

L'atelier de formation sur "l'écriture du scénario" comporte des cours théoriques et pratiques sur les bases de l'écriture du scénario du court métrage, à travers l'écriture d'idées et histoires et leur développement avec l'animateur de l'atelier.

Quant à l'atelier de formation sur la "réalisation cinématographique", il donne aux stagiaires les bases pratiques et les connaissances professionnelles dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les angles dans les prises de vue, ainsi que le mouvement de la caméra et des lentilles, l'éclairage et la relation entre le réalisateur et l'acteur et la manière de diriger les rôles.

Les deux ateliers sont encadrés par deux professeurs spécialisés dans le domaine cinématographique de l'université de Saïda, à savoir Haddou Noureddine et Moulay Ahmed.

Les journées cinématographiques, placées sous le slogan "Jeunes, vous êtes l'innovation", ont démarré samedi et se poursuivront jusqu'à mardi. Une conférence sur "le cinéma et la société" est programmée et sera animée par le professeur de l'université de Saïda, Cherif Boumediene.

Une série de courts métrages, concourant pour le prix du meilleur film "L'aigle d'Art" seront projetés, dont "Tinisna" du réalisateur Boucherbouche Miloud de Sidi Bel-Abbès et "le dernier mot" de Bentis Youcef de Relizane. Les résultats du concours seront connus à l'issue de cette manifestation culturelle, notamment ceux de la meilleure production cinématographique qui se fera décerner "L'aigle d'Art" du court métrage amateur.

BATNA :

Une tentative de vandalisme visant le site archéologique de Lambèse déjouée (GN)

Les éléments de la brigade de protection des biens culturels de la gendarmerie nationale de Batna ont fait échouer un acte de vandalisme visant le site archéologique de Lambèse dans l'antique ville haute romaine de la commune de Tazoult, classé au patrimoine national en 1968, a-t-on appris, mardi, auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base d'informations faisant état des actions nocturnes de trois individus ayant creusé, en pleine nuit un trou sur une longueur de 3 mètres, une largeur de 2 mètres et une profondeur d'un mètre, dans l'espoir de trouver des objets de valeurs, les éléments de la Gendarmerie nationale ont procédé à l'arrestation des trois protagonistes et ont également saisi les outils en leur disposition.

Les services compétents ont ouvert une enquête contre ces trois personnes, âgées entre de 27 et 30 ans, pour "fouilles archéologiques clandestines" et "destruction et altération volontaire d'une bien culturel classé".

Les trois mis en cause dans cette affaire ont été présentés devant le procureur de la république qui a ordonné leur mise en détention provisoire.

HANDI-BASKET/TOURNOI DE QUALIFICATION PARALYMPIQUE:

Défaite des Algériens et 2e succès des dames

La sélection algérienne de handi-basket (messieurs) a été battue par son homologue d'Afrique du Sud 60-62 (mi-temps 37-31), lundi soir à Johannesburg, pour le compte de la 2e journée du tournoi de qualification afro-paralympique de Tokyo-2020, alors que les dames ont enregistré leur second succès face au pays hôte (57-24).

Dans un match qui semblait à sa portée, l'équipe algérienne messieurs s'est inclinée en fin de partie face au pays organisateur, ratant l'occasion de pendre la première place, après sa première victoire face au Maroc (70-64 après prolongation), en ouverture du tournoi.

Pourtant, les Algériens ont bien géré la rencontre durant ses trois premiers quarts de temps (18-14, 19-17 et 12-06), avant de fléchir durant le dernier quart qu'ils ont perdu 11-25.

Cette défaite a permis à l'Afrique du Sud de prendre la première position avec deux succès, dont le premier contre l'Egypte (72-53), en attendant son match de confirmation face au Maroc, mardi soir.

Pour sa part, l'Algérie occupe la seconde position avec un succès et un revers, et jouera mardi contre l'Egypte qui a enregistré sa seconde défaite du tournoi, lundi devant le Maroc (52-67).

Quatre sélections participent au rendez-vous de Johannesburg qui permettra au vainqueur de composer son billet aux Jeux Paralympiques de Tokyo-2020.

Elles sont toutes qualifiées aux demi-finales qui opposeront, vendredi, le 1er au 3e et le 2e au 4e du classement final du premier tour.

Chez les dames, la sélection algérienne, favorite au sacre final, synonyme de qualification à Tokyo, n'a eu aucune peine à battre son homologue d'Afrique du Sud sur le score de 57-24 (mi-temps 28-14), lors de la seconde journée de la compétition.

Les coéquipières de la capitaine Djamilia Khemgani ont joué très à l'aise, dominant la rencontre de bout en bout (13-08, 15-06, 08-06 et 21-04).

Déjà lors de son premier match, dimanche face au même adversaire, l'équipe algérienne avait gagné sur le score de 53-33.

Etant donné que le tournoi féminin de Johannesburg regroupe l'Algérie et l'Afrique du Sud seulement, la Fédération internationale de handi-basket (IWBF) a opté pour la tenue de quatre matchs entre les deux sélections durant quatre jours, avant d'organiser la finale pour attribuer le billet qualificatif, samedi.

Résultats et classement:

Lundi :

Egypte - Maroc (Messieurs) 52-67

Algérie - Afrique du Sud

(Dames) 57-24

Algérie - Afrique du Sud (Messieurs) 60-62

Déjà joués :

Algérie - Maroc (Messieurs) 70-64 a.p

Algérie - Afrique du Sud (Dames) 53-33

Afrique du Sud - Egypte (Messieurs) 72-53

Classement:

	Pts	J	G	P
1. Afrique du Sud	4	2	2	0
2. Algérie	3	2	1	1
--. Maroc	3	2	1	1
4. Egypte	2	2	0	2

Programme d'hier (en heures algériennes):

14h00 : Algérie - Egypte (Messieurs)

16h00 : Algérie - Afrique du Sud (Dames)

18h00 : Afrique du Sud - Maroc (Messieurs).

APS

MONDIAUX-2020 DE KEMPO: La Fédération algérienne veut engager «le maximum d'athlètes»

Le président de la Fédération algérienne de kempo, Hichem Ouhlma, a indiqué que son instance aspirait à engager «le maximum d'athlètes» à la 17e édition des Mondiaux de la discipline, prévue du 21 au 23 avril à Hammamet (Tunisie).

«Nous voulons aussi engager des athlètes des catégories juniors et cadets lors de cette compétition», a déclaré Ouhlma à l'APS, soulignant que «le staff technique national a sélectionné les meilleurs athlètes qui se sont distingués lors de la Coupe d'Algérie disputée en novembre 2019».

«Pour les seniors, les entraîneurs ont porté leur choix sur les meilleurs athlètes du Championnat national disputé en janvier dernier», a-t-il ajouté.

Cependant, le président de la Fédération algérienne de kempo a fait savoir que la participation des siens aux Mondiaux-2020 «n'est pas encore actée», l'instance fédérale étant dans l'attente d'une réponse du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour financer le déplacement des athlètes.

«Notre participation reste tributaire de l'aide du MJS. Si nous recevons un ap-



port financier, nous engagerons le maximum d'athlètes aux Mondiaux, même si nous nous déplacerons par bus», a-t-il dit.

Concernant les objectifs assignés à ses athlètes lors de ces Mondiaux-2020, Ouh-

lima a indiqué que «l'Algérie vise la deuxième place du podium, même si la compétition s'annonce difficile face à la Roumanie, quintuple championne du monde, le Portugal et la Tunisie».

Lors de la dernière édition

des Mondiaux de kempo, disputée en Espagne en 2019 avec la participation de 33 nations, l'Algérie avait pris la 3e place avec un total de 50 médailles dont 11 en or, derrière la Roumanie et le pays hôte.

CORONAVIRUS-TOURNOI DES SIX NATIONS: Les matches maintenus «pour l'instant»

Les matches du Tournoi des six nations, outre Irlande-Italie déjà reporté, sont maintenus «pour l'instant» malgré l'épidémie de nouveau coronavirus qui frappe l'Europe, a indiqué lundi une porte-parole du Comité des Six nations en marge d'une réunion des organisateurs de la compétition.

«Cette réunion a pour but de faire le point et d'évaluer les possibilités de reprogrammation. D'autres réunions gouvernementales sont prévues dans les prochains jours et nous allons devoir attendre pour voir ce qu'il en sort.

Pour l'instant, en dehors du match entre l'Irlande et l'Italie, tous les autres matches sont maintenus.

Mais les différents gouvernements peuvent en décider autrement et nous devons nous tenir prêts à toute éventualité», a expliqué une porte-parole des organisateurs.

Les rencontres de la quatrième et avant-dernière journée du Tournoi, Ecosse-France dimanche à Edimbourg et Angleterre-pays de Galles samedi à Londres ne sont pas reportées, à l'inverse du match entre l'Irlande et l'Italie, prévu samedi à Dublin et déjà déplacé à une date inconnue.

En fin d'après-midi, les organisateurs ont publié un communiqué, indiquant «suivre la situation de très près avec les gouvernements respectifs ainsi que

les autorités sanitaires compétentes et suivront strictement toutes les directives qui pourraient avoir un impact sur les événements sportifs».

Les matches entre l'Italie et l'Angleterre, dans les Tournois dames et des moins de 20 ans, pourrait en revanche être délocalisés.

La rencontre entre la Squadra Azzurra et le XV de la Rose, dans le Tournoi masculin, est, elle, maintenue à Rome, ajoute le communiqué.

Même son de cloche du côté de la Fédération écossaise, qui a assuré que les «préparatifs pour le prochain match contre la France se poursuivent normalement».

JO-2020 / ÉPIDÉMIE : Le CIO se prépare à des Olympiades «réussies» à Tokyo

Le Comité international olympique (CIO) se prépare «pour des Jeux olympiques réussis» l'été prochain à Tokyo malgré l'épidémie de coronavirus qui touche particulièrement l'Asie, a indiqué hier le président de l'instance Thomas Bach.

«Nous allons devoir préparer plusieurs décisions finales, que nous prendrons en juin, et faire des propositions en vue de la session du CIO» qui précédera les Jeux, a ajouté Bach à l'ouverture d'une réunion de deux jours de la Commission exécutive du CIO, à Lausanne.

Alors que l'épidémie de coronavirus a déjà fait plus de 3.000 morts dans le monde et a entraîné l'annulation ou le report de nombreux événements sportifs, Bach s'était déjà voulu rassurant vendredi, en déclarant

que le CIO était «déterminé à la tenue de JO couronnés de succès à Tokyo», à partir du 24 juillet et jusqu'au 9 août.

Un autre membre éminent du CIO, le Canadien Dick Pound, a indiqué plus tôt que le CIO n'envisagerait pas de reporter ou d'annuler les JO de Tokyo tant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne l'aura pas invité à le faire.

Les conséquences de la crise du coronavirus devaient être abordées hier, mais aussi dans le rapport que dresseront aujourd'hui par visioconférence le Comité d'organisation des JO de Tokyo et le président de la Commission de coordination, l'Australien John Coates.

Les JO-2024 de Paris sont également au programme, car la Commission exécutive



devra formellement valider mardi après-midi le choix de Tahiti pour les épreuves de surf et du site de la Concorde à Paris pour plusieurs sports urbains.

Tony Estanguet, président du Comité d'organisation de Paris-2024, qui devait faire le déplacement de Lausanne,

a finalement été invité à s'exprimer par visioconférence depuis Paris.

Dans le contexte de la crise du coronavirus, cette décision «s'inscrit dans le cadre des recommandations du CIO de limiter les déplacements», a ajouté l'instance.

COUPE ARABE DES NATIONS (U-20) FINALE : L'arbitre assistant algérien Abbès Akram Zerhouni retenu pour Tunisie-Sénégal

L'arbitre algérien Abbès Akram Zerhouni a été retenu par l'Union arabe de football (UFA) en tant que premier assistant, pour la finale de la Coupe arabe des nations des moins de 20 ans (U-20), prévue mercredi entre la Tunisie et le Sénégal, au stade de l'Emir Mohamed Ben Fahd à Dammam (Arabie saoudite) à 17h30 (heures algériennes), a annoncé hier l'instance arabe sur son compte officiel Twitter.

Cette rencontre a été confiée à l'arbitre saoudien Fayçal Al-Baloui, alors que le deuxième assistant est le Saoudien Naceur Al-Kah-tani, le quatrième arbitre étant l'Algérien Lotfi Bekouassa.

La Tunisie s'est qualifiée pour la finale, en éliminant le Maroc (4-0), tandis que le Sénégal, invité à cette compétition, a disposé de l'Égypte grâce à la séance fatidique des tirs au but (1-1, aux t.a.b : 6-5).

L'équipe nationale algérienne, dirigée par Saber Bensmaïn, a été éliminée en quarts de finale.

Ayant entamé le tournoi par une lourde défaite face aux Égyptiens (1-4), les coéquipiers de Merouane Zerrouki (Paradou AC) se sont rachetés par la suite en battant la Pal estine (1-0) puis l'Arabie saoudite (2-1), avant de s'incliner face à la Tunisie en quarts de finale (0-2).



CORONAVIRUS (EURO-2020) : «Essayons de ne pas songer au scénario du pire» (président de l'UEFA)

Le président de l'Union européenne de football (UEFA) le Slovène Aleksander Ceferin, a appelé hier à ne pas «songer au scénario du pire», face à l'intensification de l'épidémie de nouveau coronavirus en Europe, à trois mois de l'Euro-2020 (12 juin - 12 juillet).

«Vous ne vous rendez pas compte du nombre de soucis qu'on peut avoir en organisant une compétition. Il y a des questions de sûreté, des questions politiques. Le virus est une autre préoccupation. Nous nous occupons et nous sommes confiants. Nous pensons pouvoir bien gérer le dossier. Essayons de ne pas songer au scénario du pire», a affirmé Aleksander Ceferin, en conférence de presse à Amster-

terdam, à l'issue du Congrès de l'instance européenne.

Le premier responsable de l'UEFA s'exprimait sur l'Euro-2020, éparpillé dans 12 pays d'Europe dans un format inédit et dont le coup d'envoi est prévu pour le 12 juin à Rome, en Italie, premier foyer européen du coronavirus.

Un peu plus tôt dans la matinée, le président de la Fédération internationale (Fifa) Gianni Infantino avait tenu un discours similaire en s'adressant au Congrès de l'UEFA : «La chose la plus importante est la coopération avec les autorités, mais aussi de ne pas paniquer», avait lancé le dirigeant. «Le calendrier est chargé et chaque report (de match) pourrait être

problématique. Nous abordons la situation dans nos contacts avec l'OMS (organisation mondiale de la santé, ndlr) et les différents gouvernements.

Nous devons intervenir au cas par cas, nous ne devons pas surréagir», a insisté de son côté le secrétaire général de l'UEFA Théodore Theodoridis. Alors que plusieurs championnats voient certains de leurs matches reportés, comme en Italie, voire même suspendus jusqu'au mois d'avril, comme en Suisse, l'UEFA se dit «informée» de la situation, mais se refuse pour le moment à évoquer d'éventuels reports de matches de Ligue des champions ou de Ligue Europa, prévus à partir de la semaine prochaine.

QUALIFICATIONS CAN-2021 / ZIMBABWE-ALGÉRIE : Le gouvernement zimbabwéen «confiant» pour jouer à domicile

Le vice-ministre zimbabwéen de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, Tino Machakaire, s'est dit «confiant» quant à la possibilité d'accueillir l'Algérie à domicile le 29 mars, dans le cadre de la quatrième journée (Gr. H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, rapporte mardi le site Bulawayo 24 News.

Machakaire faisait partie d'une importante délégation gouvernementale qui a visité le stade national des sports de Bulawayo (370 km au sud-ouest de Harare) lundi pour évaluation.

«Nous venons de faire le tour du stade et nous avons vu par nous-mêmes ce qui doit être fait.

Ce que nous voulons faire, c'est nous assurer que les normes fixées par la CAF sont

respectées. Je reste confiant, d'autant que nous avons l'engagement des parties prenantes.

Tout est désormais sous contrôle. Nous y travaillons 24h/24 et 7j/7. Il y a de fortes chances pour que nous respections les délais, pas de panique», a indiqué Tino Machakaire, cité par la même source.

Alors qu'il devait recevoir l'Algérie au Barbourfields Stadium de Bulawayo, le Zimbabwe a été surpris par la décision de la Confédération africaine de football (CAF) de ne pas homologuer les enceintes locales, ces dernières ne respectant pas les normes pour abriter des matchs internationaux.

Du côté de la Fédération zimbabwéenne (ZIFA), l'espoir

est toujours de mise d'accueillir l'Algérie à domicile.

Le patron de la ZIFA, Felton Kamambo, a indiqué vendredi que son instance avait fait appel de la décision de la CAF d'empêcher le Barbourfields Stadium d'abriter le match contre les champions d'Afrique.

«Bien sûr, il y a du travail à faire et nous voulons nous assurer que tout est fait correctement.

Il est possible que le prochain match à domicile se joue ici au Zimbabwe», a ajouté le responsable zimbabwéen, tout en soulignant qu'il avait également pris la responsabilité d'aider le Conseil municipal de Bulawayo pour les rénovations nécessaires à apporter au stade de la ville.

Dans le cas où le stade de

Barbourfields ne sera pas homologué, les responsables de la ZIFA devraient opter pour l'Orlando Stadium de Johannesburg en Afrique du Sud.

Avant de recevoir les «Verts», le Zimbabwe sera en déplacement pour défier l'Algérie, le 26 mars à Blida.

Les qualifications de la CAN-2021, entamées en novembre dernier, devaient reprendre en août, avant qu'elles ne soient avancées au mois de mars (23-31), en raison du changement opéré dans la date du coup d'envoi du tournoi continental qui aura finalement lieu en janvier au lieu de juin.

A la veille de la 3e journée, le Zimbabwe pointe à la 2e place avec 4 points, derrière l'Algérie, auteur jusque-là d'un parcours sans faute (6 points),

LIGUE 2/WA TLEMEN : Le président du club insiste sur «l'accession»

Le président du WA Tlemcen a indiqué hier que l'accession en Ligue 1 de football demeurerait l'objectif principal de son club contrairement aux déclarations que vient de faire son entraîneur à l'issue du précédent match de championnat face au leader, l'O.Médéa, soldé par un nul (0-0) à domicile.

«Au niveau de la direction du club, nous étions surpris par les propos de l'entraîneur Aziz Abbès, qui a déclaré avoir déjà ou presque atteint son objectif, à savoir le maintien, alors et contrairement à ce qu'il a avancé, nous ne sommes jamais entendu avec sur cet objectif, car notre but était dès le départ l'accession en Ligue 1», a déclaré Nacerddine Souleyman à l'APS.

Les propos du coach du WAT ont suscité la colère des fans locaux, déjà très remontés contre leur équipe à l'issue du précédent match face au l'O.M., et au cours duquel leurs joueurs ont laissé filer leurs deux premiers points chez eux, après y avoir fait le plein depuis le début de cet exercice.

«La colère des supporters est légitime, car tout le monde à Tlemcen table sur la montée après l'avoir raté de peu la saison passée.

Si on n'avait pas cet objectif en ligne de mire, on n'aurait pas déployé de gros moyens pour permettre à l'équipe d'effectuer des stages et aussi renforcer l'effectif, aussi bien lors du mercato estival qu'hivernal, et ce, sur demande de l'entraîneur lui-même», a encore expliqué le premier responsable de la formation des Zianides.

Informant au passage avoir convoqué son coach pour «mettre les points sur les i» avec lui, M.

Souleyman a fait savoir qu'il a eu une discussion franche avec ses joueurs en marge de la séance d'entraînement de la reprise qui s'est déroulée lundi et au cours de laquelle il leur a rappelé que «l'objectif du club cette saison n'a pas changé».

Malgré le nul concédé à domicile, le WAT est toujours deuxième au classement avec 36 points, mais il n'a désormais que trois unités d'avance sur le cinquième, le RC Relizane, sachant que les quatre premiers accéderont en Ligue 1 en fin de saison, un palier que l'équipe tlemcenienne avait quitté il y a de cela près de six ans.

Évoquant les problèmes financiers du club, et qui seraient derrière le relâchement constaté chez les joueurs du WAT, selon leur entraîneur, le président Souleyman a estimé qu'il s'agit là du même souci de tous les clubs algériens ou presque, rassurant ses joueurs, qui n'ont pas perçu cinq salaires jusqu'ici, quant à la régularisation «tôt ou tard» de leur situation financière.

Le WAT, qui vient d'écopé d'un avertissement de la part de la commission de discipline de la Ligue de football professionnel pour «utilisation de fumigènes et jet de projectiles», rendra visite samedi au MC Saïda, dans un derby comptant pour la 22e journée de championnat.

CHAMPIONNAT D'ECOSSE - TRANSFERT : L'entraîneur Steven Gerrard reste aux Rangers

L'entraîneur en chef des Glasgow Rangers, Steven Gerrard a assuré mardi qu'il n'a pas l'intention de quitter son poste, alors que ses précédentes déclarations avaient laissé supposer le contraire, même s'il est sous contrat avec les «Blues» jusqu'en 2024.

Après la défaite en quart de finale de la Coupe d'Ecosse, survenue samedi contre les Hearts of Midlothian (1-0), Gerrard avait admis se sentir «au plus bas» depuis qu'il a pris ce poste d'entraîneur, ajoutant avoir «besoin de réfléchir».

Mais à la veille d'un match de championnat contre Hamilton, Gerrard est apparu requinqué devant la presse.

«Après la fin du match ce week-end, qui était une déception amère, j'ai beaucoup réfléchi intérieurement et j'ai partagé mes réflexions avec mon entourage, et je suis prêt à repartir», a expliqué l'ancien milieu de terrain de Liverpool.

«Je suis OK, et prêt pour le prochain défi, prévu mercredi contre Hamilton», a ajouté Gerrard, en affirmant avoir «signé pour être ici» et qu'à présent, il y est «à fond».

ANGLETERRE : Manchester City tient déjà sa première recrue

Manchester City, actuel 2e au classement du championnat d'Angleterre de football, a annoncé mardi l'arrivée du latéral droit brésilien de Curitiba (Div.1 brésilienne) Yan Couto (17 ans) pour un contrat de cinq ans.

«Manchester City est ravi d'annoncer que Yan Couto rejoindra le club cet été.

Le Brésilien de 17 ans, qui joue actuellement pour Curitiba au Brésil, a donné son accord pour un contrat de 5 ans», a indiqué le club mancunien via un communiqué.

Le prometteur défenseur, très en vue lors du Mondial-2019 des U17, remporté par le Brésil à domicile en novembre dernier, se trouvait aussi dans le viseur du FC Barcelone et d'Arsenal.

Un transfert attendu dès la fin de l'exercice en cours, moyennant une somme de 6 millions d'euros (plus 6 millions en bonus), d'après des sources sud-américaines.

Couto représente désormais la vente la plus chère de la formation brésilienne, devant l'ancien du Bayern Munich Rafinha, parti à Schalke 04 pour 5 millions en 2005.

Manchester City, où évolue l'aïlier international algérien Riyad Mahrez, s'est adjugé dimanche la Coupe de la Ligue anglaise en battant en finale Aston Villa (2-1) au stade de Wembley.

Le club champion d'Angleterre, interdit de participer aux deux prochaines éditions des deux compétitions européennes pour «violation des règles du fair-play financier», a pratiquement perdu son titre au profit de Liverpool qui caracole en tête avec 22 points d'avance sur Man. City, ce dernier comptant un match en moins.

APS

ANGLETERRE: Ancelotti sous la menace d'une suspension par la FA

La Fédération anglaise de football (FA) s'est saisie lundi du cas Carlo Ancelotti, accusé de «mauvais comportement» par la FA après l'exclusion de l'entraîneur italien d'Everton dimanche lors du match nul 1-1 des Toffees face à Manchester United.

«Le langage et/ou le comportement présumé du manager du Everton FC sur le terrain à la fin du match de Premier League contre Manchester United FC dimanche 1er mars 2020 constitue un mauvais comportement», annonce la FA dans un communiqué. Sous la menace d'une amende ou d'une suspension de banc de touche s'il est reconnu coupable, Carlo Ancelotti a été exclu pour des protestations véhémentes auprès de l'arbitre Chris Kavanagh après le coup de sifflet final à Goodison Park.

Quelques minutes plus tôt, le but de la victoire -- un tir de Calvert-Lewin dévié par Harry Maguire -- avait été refusé à Everton après recours à l'assistance vidéo dans le temps additionnel en raison d'une position de hors-jeu de



Gylfi Sigurdsson, resté allongé quelques secondes devant le but de De Gea depuis mercredi 20h45 pour répondre à la FA.

COUPE D'ITALIE (DEMI-FINALES/RETOUR) : 2 affiches pour deux places en finale

La Juventus affrontera aujourd'hui le Milan AC (20h45) et Naples défiera l'Inter Milan jeudi (20h45) en demi-finales retour de la Coupe d'Italie de football, où chacune des quatre équipes tentera d'arracher son billet pour la finale.

Le suspense est toujours de mise au vu de la première manche : l'AC Milan et la Juve se sont neutralisées 1-1, alors que Naples est allée l'emporter 1-0 chez les Interistes, une marge qui reste faible avant le retour. Buteur à l'aller, Cristiano Ronaldo doit faire oublier sa prestation sans relief à Lyon en Ligue des champions

(défaite 1-0). Il devrait surfer sur sa très belle dynamique : il a marqué lors de ses 13 dernières rencontres jouées dans la Botte. Mais au-delà du volet sportif, c'est le risque lié à la propagation du coronavirus qui occupe les esprits, après que des matches de championnat dans le Nord du pays ont été reportés le week-end dernier pour cette raison.

La Juventus, qui n'a pas pu accueillir l'Inter en Serie A, retrouvera mercredi ses supporters. Mais l'accès sera interdit aux spectateurs venant de Lombardie, d'Emilie-Romagne et de Vénétie, les ré-

gions les plus touchées. Dans la deuxième demi-finale, Naples a certes fait le plus dur à l'aller en allant s'imposer 1-0 en Lombardie.

Mais les Napolitains sont les seuls à avoir joué le week-end dernier (victoire 2-1 face au Torino) pendant que les Interistes sont restés au repos.

Le programme :
Mercredi (20h45) Juventus Turin - AC Milan (aller: 1-1)
Jeudi (20h45) Naples - Inter Milan (aller: 1-0).

EURO-2020:

Derniers préparatifs à J-100, sous la menace du coronavirus

Il restera 100 jours mercredi aux organisateurs de l'Euro-2020 pour peaufiner les préparatifs d'un tournoi au format inédit dans douze pays, avec une inconnue majeure autour du coronavirus qui bouscule déjà le football européen.

Billetterie, stades, transport, sécurité, visa: à trois mois du match d'ouverture entre l'Italie et la Turquie, le 12 juin à Rome, tout semble en ordre de marche.

Mais l'ombre du nouveau coronavirus, jette un voile

d'incertitude. Si le sujet s'est ajouté au menu du comité exécutif de l'UEFA, lundi à Amsterdam, l'instance de gouvernance du football européen se veut pour l'heure rassurante.

«L'UEFA est en contact avec les autorités internationales et locales compétentes concernant le coronavirus et son développement.

Pour l'instant, il n'est pas nécessaire de modifier quoi que ce soit dans le calendrier prévu», assure l'organisation présidée par Aleksander Ce-

ferin. Dans ce contexte, les supporters eux-mêmes commencent à s'interroger sur le maintien du tournoi continental, du moins dans son schéma d'origine.

S'agissant des déplacements en Russie et en Azerbaïdjan, l'UEFA affirme par ailleurs que les démarches seront faciles et rapides.

Le dispositif «Fan ID» en place pendant le Mondial russe de 2018 sera reconduit.

«Cela signifie que les supporters en possession d'un ticket valide pour les matches

à Saint-Petersbourg, et qui ont demandé en ligne le Fan ID, pourront entrer en Russie sans visa» entre le 30 mai et le 3 juillet. Ceux qui souhaitent aller à Bakou devront réclamer un visa électronique.

«Le service est rapide et les visas peuvent être demandés et reçus en seulement quelques jours», promet l'UEFA. La fête du football européen sera-t-elle totale? Ou la crise du coronavirus s'inventera-t-elle à la dernière minute? Réponse dans les jours et semaines à venir.

La CAF confirme la démission de son SG

La Confédération africaine de football (CAF) a confirmé lundi soir la démission de son secrétaire général, le Marocain Mouad Hajji pour «des raisons personnelles».

«M. Mouad Hajji, secrétaire général, a remis ce jour sa démission au président de la Confédération africaine de football, qui l'a acceptée.

Un comité d'urgence va être convoqué par le président afin de désigner un secrétaire général par intérim» a indiqué l'instance africaine sur son site officiel.

Expliquant sa volonté par des motifs d'ordre personnels, et indiquant devoir

regagner au plus vite le Maroc, Mouad Hajji a demandé à ce que son préavis de départ soit écourté, requête à laquelle le président a accédé, ajoute la même source. «Je tiens à remercier chaleureusement le président Ahmad Ahmad de m'avoir donné l'opportunité de servir le football de notre continent à un tel niveau de responsabilités. Les nombreuses réformes entamées sur les plans sportifs et administratifs depuis 2017 poursuivent un projet auquel je crois, et que je soutiens toujours. Je ne doute pas que le président continuera d'œuvrer au bon développement du plus beau

sport qui soit», a déclaré Hajji au site de la CAF. Suivant le règlement de l'Institution, la démission, de même que la nomination, doit être soumise aux membres du Comité Exécutif. Ainsi, le président de la Confédération africaine de football a annoncé qu'un comité d'urgence va être convoqué au plus vite afin de désigner un secrétaire général par intérim, précise l'instance dirigée par le Malgache Ahmad Ahmad. Mouad Hajji, qui a succédé, le 11 avril 2019, à l'Égyptien Amr Fahmy, décédé la semaine dernière, aura passé moins d'un an au sein de l'instance africaine.

Yan Couto va s'engager pour cinq ans avec les Citizens

Manchester City a annoncé avoir trouvé un accord pour la signature de Yan Couto (Coritiba, 17 ans), en juin prochain. Le jeune brésilien, qui est annoncé comme très prometteur, s'engagera avec le club mancunien dès l'obtention de sa majorité, le 3 juin prochain. Il s'est entendu avec ses futurs dirigeants pour un contrat portant sur cinq saisons. Les Citizens auraient déboursé 6 millions d'euros, plus 6 millions de bonus éventuels, pour le recruter.



NOUVEAU COUP DE FROID POUR L'AVENIR D'ICARDI...

Actuellement prêt avec option d'achat par l'Inter Milan au PSG, Mauro Icardi pourrait s'éloigner encore un peu plus d'un transfert au Parc des Princes l'été prochain suite à un récent clash avec Leonardo.

« Mauro ira-t-il à la Juventus ? Je ne sais vraiment pas. Je ne sais pas si nous reviendrons l'année prochaine à Milan ou à Paris. Dans le football, on ne sait jamais. Il choisira et nous le suivrons », confiait récemment Wanda Nara, épouse et agent de Mauro Icardi, jetant ainsi un sérieux froid sur l'avenir du buteur argentin au PSG. Car même si Leonardo dispose d'une option d'achat de 70M€ pour Icardi, ce dernier pourrait rejeter l'idée d'un transfert définitif vers le club francilien l'été prochain. Et un récent événement pourrait l'éloigner encore plus du PSG... Comme l'a révélé TuttoSport dimanche, Mauro Icardi aurait récemment eu un sérieux accrochage en interne avec Leonardo au sein du vestiaire du PSG. Le quotidien italien a même évoqué un « climat chaud » autour d'Icardi et certaines « tensions » avec les dirigeants du club de la capitale. En clair, son avenir pourrait ne pas passer par le PSG l'été prochain.

Le Real lance l'opération Mbappé !

Grand objectif du Real Madrid, Kylian Mbappé est au cœur d'un plan bien huilé du club merengue qui a déjà lancé les premières manœuvres en coulisses.

Depuis de longs mois, le nom de Kylian Mbappé circule avec insistance du côté du Real Madrid. Il faut dire que le club merengue cherche un successeur à Cristiano Ronaldo depuis près de deux ans, et l'attaquant du PSG semble être l'heureux élu. Les Madrilènes seraient même prêts à toutes les folies au point de faire de Kylian Mbappé le joueur le plus cher de l'histoire du football. Un tel transfert se prépare donc en amont, et le Real Madrid aurait déjà lancé les premières manœuvres en coulisses.

En effet, selon les informations de L'Equipe, Florentino Pérez et Zinedine Zidane n'ont qu'une idée en tête, à savoir recruter Kylian Mbappé. Toutefois, le Real Madrid ne se précipitera pas et ne fera pas n'importe quoi. Désireux de conserver une excellente relation avec Nasser Al-Khelaifi, le président du Real Madrid ne compte pas agir dans le dos de son homologue du PSG. Ainsi, bien que Florentino Pérez maintienne un contact régulier avec l'entourage de Kylian Mbappé, le patron merengue agira en toute transparence avec Nasser Al-Khelaifi. La méthode douce est donc prônée par le Real Madrid. Il faut dire que compte tenu de la jeune de Kylian Mbappé (21 ans), rien n'est pressé et le club madrilène semble disposé à attendre la meilleure opportunité afin de passer à l'action pour l'attaquant du PSG dont le contrat court jusqu'en juin 2022.

Sandro Tonali est la priorité de Simeone

Annoncé dans le viseur de plusieurs clubs européens notamment, Sandro Tonali devrait bel et bien quitter Brescia à l'issue de la saison. D'ailleurs, un club se ferait de plus en plus insistant sur ce dossier, comme on vous le rapportait il y a peu. Il s'agirait de l'Atletico Madrid. En effet, le média italien Sport Mediaset explique que Diego Simeone aurait même fait du milieu de terrain sa priorité pour la saison prochaine. La Juventus Turin, l'Inter Milan et le Paris Saint Germain seraient également très intéressés par le joueur de 19 ans.



MERTENS DEVRAIT PROLONGER À NAPLES

Très courtisé ces derniers mois, notamment par Chelsea et Monaco, Dries Mertens devrait finalement poursuivre l'aventure à Naples. Selon Sky Sport Italia, l'attaquant belge a rencontré le président De Laurentiis dimanche. En fin de contrat, le meilleur buteur de l'histoire du club (avec Marek Hamsik, 112 buts) serait proche de signer un nouveau bail jusqu'en juin 2022.

Rashford pourrait rejouer cette saison

Marcus Rashford (22 ans) pourrait rejouer d'ici le terme de la saison. D'après les renseignements relayés par le Manchester Evening, l'attaquant pourrait bien retrouver les terrains de Premier League d'ici la fin de l'exercice. Les derniers examens concernant le joueur seraient encourageants. Une bonne nouvelle se profile donc pour son entraîneur, Ole Gunnar Solskjær. Pour rappel, Rashford souffre du dos. Il a inscrit 14 buts en 22 apparitions en Premier League, cette saison.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmajjid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmajjid TAREB

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE Noureddine Bardad Daidj nommé directeur de Cabinet de la Présidence de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé, hier, Noureddine Bardad Daidj au poste de directeur de Cabinet de la Présidence de la République, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé M. Noureddine Bardad Daidj au poste de directeur de Cabinet de la Présidence de la République, en remplacement de Noureddine Ayadi, appelé à d'autres fonctions". Après avoir occupé le poste de directeur général au ministère des Affaires étrangères, Noureddine Bardad Daidj a occupé le poste d'ambassadeur d'Algérie dans plusieurs pays, dont le dernier était la Grèce.

ALGÉRIE-USA-CHINE M. Boukadoum s'entretient au téléphone avec ses homologues américain et chinois

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a eu lundi des entretiens téléphoniques avec ses homologues américain et chinois, respectivement MM. Mike Pompeo et Wang Yi, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les entretiens ont porté sur "les relations bilatérales et les moyens à même de les consolider davantage, ainsi que sur la coordination et la concertation au sein des organisations internationales", précise la même source.

ALGÉRIE-DANEMARK M. Boukadoum reçoit une délégation du Parlement danois

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a reçu hier à Alger une importante délégation du Parlement du Danemark, dirigée par la présidente de sa commission des Affaires européennes, Eva Kjer Hansen. La rencontre a permis aux deux parties d'aborder plusieurs questions dont "les relations de l'Algérie avec le Parlement européen et avec le Danemark, ainsi que l'émigration et les énergies renouvelables", a indiqué M. Boukadoum à la presse. La cheffe de la délégation danoise a, pour sa part, salué les relations déjà existantes entre les deux pays dans divers domaines dont celui de l'action parlementaire, soulignant l'importance d'œuvrer ensemble à les développer et à les renforcer.

CONSULTATIONS SUR L'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION: Le Président Tebboune reçoit une délégation de l'ONM

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi au siège de la Présidence, une délégation de l'Organisation nationale des m o u d j a h i d i n e (ONM), dans le cadre des consultations menées sur l'amendement constitutionnel.

La délégation est composée du Secrétaire général de l'ONM par intérim, Mohand Ouamar Benelhadj et des secrétaires nationaux, Abdelouahed Boudjaber, Ali Boughzala, Moula Aytim et Hocine Aït Ahmed.



ALGÉRIE-ITALIE Un niveau "satisfaisant" des relations de coopération

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, et le secrétaire d'Etat italien des Affaires étrangères, Manlio Di Stefano, ont souligné, lundi à Alger, le niveau "satisfaisant" des relations entre les deux pays, tant au niveau du dialogue politique que du partenariat économique et des relations d'affaires. Les deux responsables ont procédé, lors d'un entretien, à un examen des relations et de la coopération entre l'Algérie et l'Italie et ont souligné, à cette occasion, "le niveau satisfaisant des relations d'ensemble entre les deux pays tant au niveau du dialogue politique que du partenariat économique et des relations d'affaires", indique un communiqué du ministère des Affaires



étrangères. Ils ont également mis en exergue "les principales échéances inscrites à l'agenda bilatéral pour l'année 2020, en particulier la visite prochaine du chef de la diplomatie algérienne en Italie, la réunion du comité de suivi algéro-italien et la 4^{ème} session de la réunion bilatérale de Haut niveau". Il a, par ailleurs, été convenu, lors de cette entrevue, "la mise sur pied d'un groupe ad hoc algéro-

italien chargé de la délimitation des frontières maritimes entre l'Algérie et l'Italie", indique le MAE, ajoutant que la première session des travaux de ce groupe se tiendra à Alger au courant de la première quinzaine du mois de mai 2020.

Pour rappel, M. Stefano avait entamé, dimanche, une visite de travail de trois jours en Algérie dans le cadre du développement des relations bilatérales.

ALGÉRIE-ONU Lutte contre les flux financiers illicites : "L'ONU appelée à inscrire son initiative dans le programme d'action d'Addis-Abeba"

Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, l'ambassadeur Sofiane Mimouni a appelé le Panel de Haut-niveau sur la responsabilité financière internationale, l'intégrité et la transparence (FACTI), à inscrire son approche dans le contexte de la réalisation des buts et objectifs du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba.

A l'occasion du lancement, le 2 mars 2020 à New York, par les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social (ECOSOC), du Panel de Haut-niveau sur la responsabilité financière internationale, l'intégrité et la transparence (FACTI), le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies s'est félicité, au nom des pays africains, de cette initiative qui intervient, selon lui, "à un moment où les flux financiers illicites entravent sérieusement la mise en œuvre des priorités de développement de la majorité des pays africains". M. Mimouni a affirmé qu'"il n'existait aucun pays au monde qui ne soit affecté d'une manière ou d'une autre par le financement illégitime", précisant que "ce constat démontre que l'action multilatérale demeure le meilleur moyen de relever ces défis à un moment où nous nous engageons dans la Décennie d'action et dans la mise en œuvre du Programme 2030".

Le diplomate algérien a rappelé, en outre, que la mobilisation d'un financement suffisant est essentielle pour accélérer les progrès vers la réalisation du Programme 2030 et l'éradication de la pauvreté. "On estime que le monde a besoin d'un investissement annuel supplémen-



taire de plus de 2,5 milliards de dollars d'ici 2030 pour être en mesure d'atteindre quelques Objectifs de Développement Durable seulement. Il est donc impératif de considérer toutes les sources de financement, y compris à travers la lutte contre les flux financiers illicites", a souligné M. Mimouni.

A cet effet, il a appelé le Panel FACTI à inscrire son approche dans le contexte de la réalisation des buts et objectifs du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba eu égard à leur aspect complémentaire et à leurs liens avec d'autres programmes majeurs de développement convenus entre les gouvernements, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA).

Dans ce contexte, M. Mimouni a exhorté, également, les membres de ce Panel à s'appuyer, dans l'exercice de leur mandat, sur les réflexions existantes relatives aux flux financiers illicites, en intégrant les aspects pertinents des travaux réalisés par le Panel de Haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique et les conclusions de la réunion de haut niveau sur les flux financiers illicites organisée en mai 2019 lors de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale. Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies a déclaré, par ailleurs, que le Panel devait aussi examiner un éventail de questions liées à la transparence et à l'intégrité financières, à la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale, la prévention du blanchiment d'argent et la restitution des avoirs volés.

MOUDJAHIDINE Le Président Tebboune adresse ses condoléances à la famille du Moudjahid Toukambi Berka

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé hier ses condoléances à la famille du Moudjahid Toukambi Berka, décédé samedi à Tamanrasset à l'âge de 94 ans. "Nous partageons avec nos frères dans l'Ahaggar la triste nouvelle du rappel à Dieu du Moudjahid Toukambi Berka, un homme valeureux, qui a grandi dans cette terre majestueuse de l'Ahaggar, imbu des valeurs de patriotisme sincère et des préceptes de notre religion, jusqu'à devenir un des chouyoukh et un sage écouté et respecté", a écrit le Président de la République dans son message de condoléances transmis par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hacène Mermouri, à la famille du défunt.

"En ces douloureuses circonstances, j'adresse mes vives et sincères condoléances à sa famille, ses proches, aux notables et à l'aimable population de la région, implorant Dieu le Tout Puissant pour qu'il l'accueille dans son Paradis, parmi les Chouhada, les croyants et les justes", a écrit le Président Tebboune. Le défunt Moudjahid Toukambi Berka est né en 1926 dans la région de Tioulouaine, commune d'Ablessa, et a rejoint tôt les rangs de la glorieuse Révolution de libération nationale.

Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille du Chahid, le djoundi Moussa Merdaci

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présenté ses condoléances à la famille du "djoundi Moussa Merdaci, martyr du devoir national, décédé lundi, "alors qu'il affrontait avec courage et bravoure les résidus du terrorisme", dans le cadre d'une opération de ratisage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la wilaya de Sidi Bel Abbès. "C'est avec une profonde tristesse et affliction que j'ai appris la disparition d'un brave homme parmi les vaillants enfants de l'Algérie, le djoundi Moussa Merdaci, martyr du devoir national, décédé lundi, alors qu'il affrontait avec courage et bravoure les résidus du terrorisme abject avec ses valeureux compagnons", a écrit le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune dans un message de condoléances, publié sur sa page Facebook, priant le Tout Puissant "d'accueillir le chahid en Son vaste paradis, d'assister sa famille et ses proches et de leur prêter patience et réconfort" en cette douloureuse épreuve.

"Je présente mes sincères condoléances à la famille du défunt et à notre Armée, et à toute personne ayant connu Moussa. A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons", lit-on dans le message du Président de la République. Le djoundi Moussa Merdaci est tombé au champ d'honneur lors d'une opération de ratisage menée par des éléments de l'ANP dans la localité de Tafassour, wilaya de Sidi Bel Abbès (2^e Région militaire), une opération qui s'est soldée par l'élimination d'un dangereux terroriste.